



## PRÉFECTURE DE LA REGION PICARDIE

**Le Préfet de Région**  
**Préfet de la Somme**  
Chevalier de la légion d'honneur

VU le livre V du Code du Patrimoine ;

VU le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

VU la loi n°2004-804 du 9 août 2004 relative au soutien à la consommation et à l'investissement

VU l'arrêté ministériel du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issus des diagnostics et fouilles archéologiques

VU l'arrêté interministériel du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques

VU la demande anticipée de prescription archéologique de la communauté de communes de Haute Picardie reçue au service régional d'archéologie le 10 février 2005

VU l'arrêté de prescription de diagnostic archéologique n°2005-802240-A1 du 16 février 2005

VU le rapport du diagnostic archéologique intermédiaire portant sur la moitié ouest des parcelles 7, 29 et 30 de la section ZP (lieu-dit "La Sole de Deniécourt" commune d'Ablaincourt-Pressoir), reçu et enregistré le 2 décembre 2005

VU l'avis de la Commission interrégionale de la recherche archéologique en date du 7 décembre 2005

VU les courriers du président de la communauté de communes de Haute Picardie adressés au service régional de l'archéologie (DRAC de Picardie), datés du 6 octobre et du 4 décembre 2006, confirmant et précisant les aménagements projetés dans les parcelles 7, 29 et 30 de la section ZP

1/8

**Article 3 :** La fouille portera sur une superficie de 3,2 hectares environ (plan annexé au présent arrêté). 1,2 hectares seront étudiés de manière approfondie. En revanche, les 2 hectares situés à la périphérie du cœur de l'habitat feront l'objet d'investigations partielles et rapides.

**Article 4 :** Les conditions de réalisation de la fouille seront déterminées, en application de l'article L523-9 du code du Patrimoine et du décret n°2004-490 susvisés, par contrat entre l'opérateur de fouilles archéologiques préventives retenu et le maître d'ouvrage des aménagements, ouvrages ou travaux faisant l'objet de la présente prescription.

**Article 5 :** Le mobilier archéologique recueilli au cours de l'opération de fouille est conservé sur le territoire national par l'opérateur de fouilles archéologiques préventives le temps nécessaire à son étude qui, en tout état de cause, ne peut excéder deux ans à compter de la date de fin de la phase terrain de la fouille.

L'inventaire de ce mobilier, établi par parcelle cadastrale, sera transmis par l'opérateur de fouilles archéologiques préventives au service régional de l'archéologie avec le rapport d'opération et les archives de fouille (pièces originales; il devra préciser le ou les propriétaires des terrains lors de l'intervention archéologique. Le préfet (service régional de l'archéologie) adressera un exemplaire de cet inventaire à la personne physique ou morale, propriétaire à la date de début de l'intervention archéologique des terrains visés à l'article 1er et informera celui-ci de ses droits, notamment ceux prévus à l'article 61 du décret susvisé. Ces droits sont valables un an à compter de la réception de l'inventaire. Au terme de ce délai, sans manifestation de sa part, le propriétaire est réputé y renoncer.

**Article 6 :** La zone située à l'ouest des parcelles n°7, 29 et 30 de la section ZP ne pourra faire l'objet d'aucun terrassement supérieur à 0,50 m sous le niveau du sol, sur une largeur de 30 m depuis la limite ouest des dites parcelles et dans l'emprise du site archéologique (soit sur 280 m environ du nord au sud, voir plan en annexe). La réalisation de tout projet de terrassement, même ponctuel, dans ce secteur devra être soumise à une autorisation explicite du service régional de l'archéologie. Cette contrainte devra être rappelée dans les différents documents d'urbanisme réglementaires concernés (permis de construire, règlement de la ZAC).

Article 7 : le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral du 14 février 2007 n° 80224042

**Article 8 :** Le directeur régional des Affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à  
Monsieur le président de la  
communauté de communes de Haute Picardie  
BP 20011 Estrées-Deniécourt  
80200 Péronne Cedex

3/8

et

à la DDE de la Somme  
1 Bd du Port – BP 2612  
80026 Amiens cedex 1

**Article 9** : liste des pièces jointes :

- copie du courrier du président de la communauté de communes de Haute Picardie du 6 octobre 2006
- copie du courrier du président de la communauté de communes de Haute Picardie du 4 décembre 2006 complété par un plan de l'aménagement prévu
- plan de la zone faisant l'objet de la prescription de fouille archéologique préventive

Fait à Amiens, le

06 MARS 2007



**CONSIDERANT** que des vestiges archéologiques très intéressants, datés de l'époque gauloise et de l'époque romaine, sont menacés par le projet d'aménagement envisagé, et nécessitent la réalisation d'une fouille préventive ; considérant également qu'une zone *non aedificandi* de 30 m de large environ est prévue à la limite ouest de la ZAC, zone qui ne doit faire l'objet d'aucun aménagement particulier (creusement de bassin, plantation d'arbre...), dans l'emprise du site archéologique

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Une fouille préventive sera réalisée préalablement aux aménagements, ouvrages ou travaux envisagés par :

La Communauté de Communes  
de Haute Picardie  
BP 20011 Estrées-Deniécourt  
80200 Péronne Cedex

sur les terrain sis à :  
Ablaincourt-Pressoir (Somme)  
lieu-dit "La sole de Deniécourt"  
Parcelles cadastrées n°7, 29 et 30  
Section ZP  
Site archéologique n°1

La fouille archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus

**Article 2** : La fouille sera réalisée conformément au cahier des charges scientifiques annexé au présent arrêté, sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur visé à l'article 1<sup>er</sup>, par un opérateur de fouilles archéologiques préventives agréé par l'État. L'aménageur présentera au préfet de région (direction régionale des affaires culturelles de Picardie, service régional de l'archéologie) une demande d'autorisation de fouille en application de l'article L 523-9 du code du Patrimoine susvisé et de l'article 41 du décret n°2004-490 susvisé. Cette demande comportera :

- le contrat prévu à l'article 39 du décret n°2004-490 susvisé, signé par les deux parties
- le justificatif de l'agrément de l'opérateur retenu,
- le projet scientifique d'intervention établi par ce dernier qui devra préciser les modalités de mise en œuvre des prescriptions contenues dans le cahier des charges.
- Le cas échéant, la déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, prévue par l'article 41 du même décret.



## ANNEXE 1 : CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES DE LA FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVE

### INTRODUCTION

La fouille préventive du site ouest de "la Sole de Deniécourt" à Ablaincourt-Pressoir a pour but principal l'acquisition d'informations détaillées sur les formes d'occupation qu'a connu cet établissement depuis son apparition à l'époque gauloise (époque de La Tène III<sup>e</sup>-I<sup>er</sup> siècles av. J.-C.) jusqu'à son abandon à une période indéterminée de la fin du l'Antiquité ou du début du Moyen Âge.

### DONNEES SCIENTIFIQUES

#### Le contexte général

Ce secteur géographique a fait l'objet de diverses investigations archéologiques depuis la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse en 1989-1990. Il s'est révélé riche en vestiges antiques dont certains d'un très grand intérêt. L'existence du site ouest de "La Sole de Deniécourt" est connue depuis les années 1970 grâce aux prospections aériennes de Roger Agache. L'intérêt scientifique de cet établissement antique est renforcé par l'étude qu'il est possible de mener sur son environnement et sur les relations avec les établissements voisins antiques, identifiés à proximité, et éventuellement fouillés en partie ou complètement, spécialement le site n°2 de "La Sole de Bovenet" attesté à moins de 300 m à l'est.

#### Les résultats du diagnostic archéologique

Le diagnostic archéologique de ce secteur, qui a été mené dans des conditions normales, a abouti à des résultats qui nous permettent de caractériser au moins sommairement cet ensemble. La plupart des vestiges s'inscrivent dans des enclos fossoyés antiques successifs. Ils consistent en fossés, fosses, trous de poteau et fondations de cratée pillée. Les nombreux vestiges mis au jour témoignent d'une longue histoire depuis l'époque gauloise jusqu'au haut Moyen Âge, peut-être (VI<sup>e</sup>-VII<sup>e</sup> siècles ?). Même si l'identification de cet établissement n'est pas assurée (*villa* ?), son intérêt scientifique paraît manifeste.

Il est possible d'établir une distinction dans les zones susceptibles d'être fouillées en fonction de la densité des vestiges conservés et des méthodes qu'il serait nécessaire de mettre en œuvre. La partie ouest, sur les 27 à 30 m de largeur de la zone *non aedificandi*, est exclue de la prescription de fouille et fait l'objet de prescriptions techniques de conservation. La zone centrale fera l'objet d'une fouille archéologique complète avec l'étude de toutes les structures archéologiques identifiées après un décapage général.

La zone extérieure moins dense fera l'objet d'un décapage partiel (de l'ordre de 15 à 30% de la surface) avec la mise au jour de tous les fossés reconnus, leur relevés en plan, l'ouverture de tests réguliers, le tout visant à la restitution de leur chronologie relative et si possible absolue.

#### Les menaces

Le site archéologique mis en évidence est directement menacé par le projet d'aménagement tel qu'il est présenté dans le courrier de la communauté de communes de Haute Picardie du 4 décembre 2004. Il est signalé par ailleurs sur le même courrier qu'une zone non constructible est prévue à la limite ouest des terrains sur une largeur de 27 à 30 m environ.

### OBJECTIFS SCIENTIFIQUES DE LA FOUILLE

Les objectifs scientifiques assignés à cette opération portent :

- sur les caractères des occupations successives qu'a connu ce secteur entre le III<sup>e</sup>/I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. jusqu'à l'aube du Moyen Âge (identification, plans et restitutions de l'évolution des différents états), notamment les caractères susceptibles de contribuer à identifier les fonctions de cet établissement (fonctions socio-économiques ?);
- sur l'environnement proche (fossés dits "de parcellaire")

### PRINCIPES METHODOLOGIQUES

#### Emprise de la fouille

L'emprise de la fouille archéologique préventive correspond à l'ensemble du site tel qu'il est précisé sur le plan joint en annexe 4 ; elle se partage en deux zones :

- Zone 1. Elle concerne la majeure partie de la fouille (environ 12 000 m<sup>2</sup>), zone dense en vestiges ponctuels variés : fossés, fosses, trous de poteau, fondations de cratée tassée superficielles.
- zone 2. Zone périphérique peu dense mais dont les éléments peuvent s'avérer décisifs pour la compréhension de la structuration générale du site (fossés d'enclos...) d'une surface de l'ordre de 2 hectares. Elle fera l'objet d'une approche sélective, adaptée à une prise en compte des éléments structurants tels que les fossés d'enclos.

#### Phase préparatoire

L'assiette du chantier archéologique fera l'objet d'un décapage préalable de la terre arable à la pelle mécanique avec une attention particulière portée aux aménagements superficiels, extrêmement fragiles (fondations de cratée inégalement conservées). En cas de découverte de tels vestiges, le décapage sera réalisé en deux phases, la seconde n'intervenant qu'après le relevé et la fouille éventuelle des aménagements les plus superficiels. Ce décapage sera exhausif à l'emplacement de la zone 1. Il sera sélectif dans la zone 2 et adapté à la présence des éléments les plus structurants (il pourra être de l'ordre de 20 à 50% de la surface totale de la zone 2)



- Zone 1. Fouille stratigraphique des structures ponctuelles

La totalité des structures observées dans cette zone devra faire l'objet d'une fouille stratigraphique dans des proportions significatives (par moitié pour les excavations les plus réduites, en proportion moindre pour les plus grandes). Les plus intéressantes par leurs caractéristiques, leur datation ou leur contenu devront être fouillées en totalité.

- Zone 2. Fouille partielle

La fouille archéologique visera à une compréhension de l'organisation générale du site et de son évolution. Chacun des fossés devra faire l'objet de relevés archéologiques précis (à la main), de sondages à la pelle mécanique, à la main si nécessaire (à déterminer en relation avec le conservateur régional de l'archéologie)

La totalité du mobilier archéologique rencontré sera recueillie pour étude : céramique, ossements animaux, fragments de meule, bois, cuirs et autres matériaux organiques, etc... ainsi qu'un échantillonnage des tuiles. Des prélèvements des sédiments seront effectués dans des structures représentatives de l'ensemble pour des études paléo-environnementales (spécialement botaniques) et dans tout contexte qui présenterait des conditions de conservation favorable.

- Le traitement du mobilier sera réalisé par des spécialistes.
- Les ensembles mobiliers de référence, c'est-à-dire formant des associations chrono-culturelles fiables, en contexte d'occupation ou d'ensemble clos (fosses-dépotoirs, couches d'occupations, etc.) feront l'objet d'analyses précises (techno-typologie, comptages, etc.), avec dessins et photos.
- Le matériel osseux fera l'objet d'une détermination systématique et d'analyses plus complètes s'il est de qualité suffisante pour obtenir une information significative.
- Des études paléo-environnementales (carpologie, anthracologie, palynologie, éventuellement sédimentologie) seront mises en œuvre, après accord du Service régional de l'archéologie.
- 

#### EXERCICE DU CONTRÔLE DE L'ETAT (SERVICE REGIONAL DE L'ARCHEOLOGIE) ET EVENTUELLES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Le responsable scientifique de l'opération rendra compte régulièrement au conservateur régional de l'archéologie de l'avancement du chantier, des difficultés rencontrées, des principales découvertes faites. Il facilitera les visites de contrôle de ses représentants qui auront lieu au moins une fois par mois. Toute découverte à caractère exceptionnel devra être immédiatement signalée au conservateur régional de l'archéologie qui pourra être amené à établir de nouvelles prescriptions en fonction de ces découvertes. La fin du chantier donnera lieu à un procès verbal approuvé par le conservateur régional ou son représentant. Les études donneront lieu à l'établissement d'un programme détaillé qui sera soumis au conservateur régional de l'archéologie

#### PRÉSENTATION DES DONNÉES SCIENTIFIQUES

Les résultats et données scientifiques issues de la fouille figureront dans le Rapport Final d'Opération. Celui-ci sera fourni en 8 exemplaires originaux rédigés en

Français, comportant des tirages photographiques argentiques destinés à assurer une conservation à long terme. Le Rapport Final d'Opération sera par ailleurs fourni sur cédérom (format hybride PC-Mac) au format PDF (Adobe Acrobat), en haute qualité (qualité "presse").

Le corps du rapport comprendra outre la copie des documents administratifs (prescription de fouille, projet d'intervention...) :

- un état des connaissances archéologiques et historiques avant la fouille,
- un exposé de la méthodologie mise en œuvre, avec la présentation du système d'enregistrement des données de terrain et du système de gestion mis en place pour leur exploitation,
- la présentation générale des résultats,
- une analyse par période chronologique, étayée par des plans et relevés stratigraphiques détaillés et des diagrammes stratigraphiques,
- une synthèse par période, illustrée de plans, accompagné des études de mobilier réalisées par les spécialistes (qui pourront éventuellement être intégrées tout ou en partie dans le rapport).

En annexe on trouvera :

- les inventaires détaillés du mobilier, avec références aux modes de conditionnement, et de traitements éventuels de conservation (stabilisation de matériel ferreux par ex.)
- un index des unités stratigraphiques, faits, structures, etc.,
- un index des documents graphiques (numérisés et non numérisés),
- un index des minutes de fouilles remises pour archivage.

Les éléments constitutifs du Rapport Final d'Opération ainsi que les données informatisées d'enregistrement (structures, mobiliers, topographie...) seront fournies sur cédérom (format hybride PC-Mac) sous les formats suivants :

- pour les listes et inventaires : Excel ou File Maker Pro,
- pour les textes : RTF,
- pour les images et photos numérisées : TIFF (éventuellement avec une compression sans perte de qualité, type LZW),
- pour les fichiers de dessin vectoriel : en format natif du logiciel utilisé (Adobe Illustrator, Autocad, etc.) et en format PDF vectoriel (Adobe Acrobat).

#### ARCHIVES

Les minutes de fouilles (fichiers d'enregistrement divers, relevés, etc.) seront conditionnées de manière à être déposées directement aux Archives départementales.

#### DELAÏ PRÉVISIONNEL DE REMISE DU RAPPORT FINAL

Il est impératif que la fouille soit réalisée sur le terrain dans un délai de 6 mois.

La remise du rapport final interviendra au terme de l'opération, soit deux ans au maximum après la date de fin de la phase de terrain de l'opération.





## PRÉFECTURE DE LA REGION PICARDIE

**Le Préfet de Région**  
**Préfet de la Somme**  
Chevalier de la légion d'honneur

VU le livre V du Code du Patrimoine ;

VU le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

VU la loi n°2004-804 du 9 août 2004 relative au soutien à la consommation et à l'investissement

VU l'arrêté ministériel du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issus des diagnostics et fouilles archéologiques

VU l'arrêté interministériel du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques

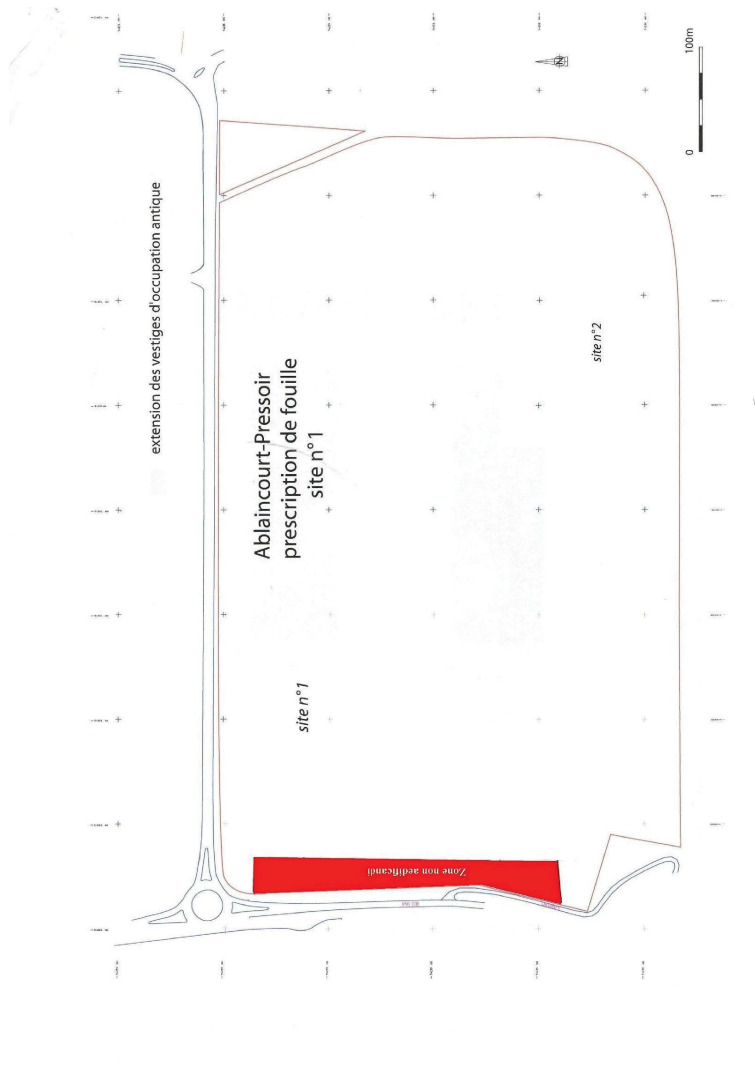
VU la demande anticipée de prescription archéologique de la communauté de communes de Haute Picardie reçue au service régional d'archéologie le 10 février 2005

VU l'arrêté de prescription de diagnostic archéologique n°2005-802240-A1 du 16 février 2005

VU le rapport du diagnostic archéologique intermédiaire portant sur la moitié est des parcelles 7, 29 et 30 de la section ZP, sur la parcelle 1 de la section ZP et la parcelle 29 de la section ZO (lieu-dit "La Sole de Bovent" commune d'Ablaincourt-Pressoir), reçu et enregistré le 24 novembre 2006

VU l'avis de la Commission interrégionale de la recherche archéologique en date du 24 octobre 2006

VU les courriers du président de la communauté de communes de Haute Picardie adressés au service régional de l'archéologie (DRAC de Picardie) et datés du 6 octobre et du 4 décembre 2006, confirmant et précisant les aménagements projetés dans les parcelles 7, 29 et 30 de la section ZP



**CONSIDERANT** que des vestiges archéologiques très intéressants, datés de l'époque gauloise au Moyen Âge, sont menacés par le projet d'aménagement envisagé, et nécessitent la réalisation d'une fouille préventive ; considérant également qu'une zone *non aedificandi* de 40 m de large est prévue à la limite sud de la ZAC, zone qui ne doit faire l'objet d'aucun aménagement particulier (creusement de bassin, plantation d'arbre...),

#### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Une fouille préventive sera réalisée préalablement aux aménagements, ouvrages ou travaux envisagés par :

La Communauté de Communes  
de Haute Picardie  
BP 20011 - Estrées-Deniécourt  
80200 Péronne Cedex

sur le terrain sis à :  
Ablaincourt-Pressoir (Somme)  
lieu-dit "La sole de Bovent"  
Parcelles cadastrées n°7, 29 et 30  
Section ZP  
Site archéologique n°2

La fouille archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus

**Article 2** : La fouille sera réalisée conformément au cahier des charges scientifiques annexé au présent arrêté, sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur visé à l'article 1<sup>er</sup>, par un opérateur de fouilles archéologiques préventives agréé par l'État. L'aménageur présentera au préfet de région (direction régionale des affaires culturelles de Picardie, service régional de l'archéologie) une demande d'autorisation de fouille en application de l'article L 523-9 du code du Patrimoine susvisé et de l'article 41 du décret n°2004-490 susvisé. Cette demande comportera :

- le contrat prévu à l'article 39 du décret n°2004-490 susvisé, signé par les deux parties
- le justificatif de l'agrément de l'opérateur retenu,
- le projet scientifique d'intervention établi par ce dernier qui devra préciser les modalités de mise en œuvre des prescriptions contenues dans le cahier des charges.
- Le cas échéant, la déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, prévue par l'article 41 du même décret.

**Article 3** : La fouille portera sur une superficie de 1,5 hectare environ (plan annexé au présent arrêté)

**Article 4** : Les conditions de réalisation de la fouille seront déterminées, en application de l'article L523-9 du code du Patrimoine et du décret n°2004-490 susvisés, par contrat entre l'opérateur de fouilles archéologiques préventives retenu et le maître d'ouvrage des aménagements, ouvrages ou travaux faisant l'objet de la présente prescription.

**Article 5** : Le mobilier archéologique recueilli au cours de l'opération de fouille est conservé sur le territoire national par l'opérateur de fouilles archéologiques préventives le temps nécessaire à son étude qui, en tout état de cause, ne peut excéder deux ans à compter de la date de fin de la phase terrain de la fouille.

L'inventaire de ce mobilier, établi par parcelle cadastrale, sera transmis par l'opérateur de fouilles archéologiques préventives au service régional de l'archéologie avec le rapport d'opération et les archives de fouille (pièces originales; il devra préciser le ou les propriétaires des terrains lors de l'intervention archéologique. Le préfet (service régional de l'archéologie) adressera un exemplaire de cet inventaire à la personne physique ou morale, propriétaire à la date de début de l'intervention archéologique des terrains visés à l'article 1<sup>er</sup> et informera celui-ci de ses droits, notamment ceux prévus à l'article 61 du décret susvisé. Ces droits sont valables un an à compter de la réception de l'inventaire. Au terme de ce délai, sans manifestation de sa part, le propriétaire est réputé y renoncer.

**Article 6** : La zone située au sud des parcelles n°7, 29 et 30 de la section ZP ne pourra faire l'objet d'aucun terrassement supérieur à 0,50 m sous le niveau du sol, sur une largeur de 40 m depuis la limite sud des dites parcelles et dans l'emprise du site archéologique (soit sur 150 m environ d'est en ouest, voir plan en annexe). La réalisation de tout projet de terrassement, même ponctuel dans ce secteur devra être soumise à une autorisation explicite du service régional de l'archéologie. Cette contrainte devra être rappelée dans les différents documents d'urbanisme réglementaires concernés (permis de construire, règlement de la ZAC).

**Article 7** : Le directeur régional des Affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à  
Monsieur le président de la  
communauté de communes de Haute Picardie  
BP 20011 - Estrées-Deniécourt  
80200 Péronne Cedex

et à la DDE de la Somme  
1 Bd du Port – BP 2612  
80026 Amiens cedex 1



**Article 8 : Liste des pièces annexes :**

- Annexe 1 : cahier des charges scientifiques et techniques
- Annexe 2 : copie du courrier du président de la communauté de communes de Haute Picardie du 6 octobre 2006
- Annexe 3 : copie du courrier du président de la communauté de communes de Haute Picardie du 4 décembre 2006 complété par un plan de l'aménagement prévu
- Annexe 4 : plan de la zone faisant l'objet de la prescription de fouille archéologique préventive

Fait à Amiens, le

14 FEV. 2007



**ANNEXE 1 : CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES DE LA  
FOUILLE ARCHEOLOGIQUE PREVENTIVE**

**INTRODUCTION**

La fouille préventive du site est (site n°2) de "la Sole de Boven" à Ablaincourt-Pressoir a pour but principal l'acquisition d'informations détaillées sur les formes d'occupation qu'a connu cet établissement depuis son apparition à l'époque gauloise (époque de La Tène III<sup>e</sup>-I<sup>er</sup> siècles av. J.-C.) jusqu'à son abandon à une période indéterminée du Moyen Âge ou des Temps Modernes.

**DONNEES SCIENTIFIQUES**

Le contexte général

Ce secteur géographique a fait l'objet de diverses investigations archéologiques depuis la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse en 1989-1990. Il s'est révélé riche en vestiges antiques dont certains d'un très grand intérêt. L'existence du site est de "La Sole de Boven" est connue depuis 1966. Les fondations d'un vaste établissement antique apparentées dans les labours ont pu être relevées. Ces relevés, conservés au service régional de l'archéologie, montrent le plan d'un ensemble architectural de plus de 300 m de long dont la fonction ne peut être déterminée en l'état (villa ou sanctuaire romain ?). D'autre part, il est possible que cet établissement antique soit à l'origine du hameau de Boven localisé dans ce secteur, détruit et disparu lors de la première guerre mondiale. Divers indices d'une très longue occupation des lieux montrent la grande vraisemblance de cette hypothèse. L'intérêt scientifique de cet ensemble est renforcé en outre par l'étude qu'il est possible de mener sur son environnement et sur les relations avec les établissements voisins antiques, identifiés à proximité, et éventuellement fouillés en partie ou complètement, spécialement le site voisin, situé dans les mêmes parcelles, plus à l'ouest (site n°1 de "La Sole de Boven").

Les résultats du diagnostic archéologique

Le diagnostic archéologique de ce secteur, qui a été mené dans des conditions normales, a abouti à des résultats qui nous permettent de caractériser au moins sommairement cet ensemble. La plupart des vestiges s'inscrivent dans des enclos fossoyés antiques qui s'étendent vers le sud au-delà des parcelles étudiées. Ils consistent en fossés, fosses, trous de poteau et fondations de crête pillée, sépultures à inhumation, et enfin, de niveaux d'occupation continus dans la partie sud. Les nombreux vestiges mis au jour témoignent d'une longue histoire depuis l'époque gauloise jusqu'au haut Moyen Âge, au moins (VI<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècles de notre ère). Se rattachent vraisemblablement à cette dernière période une quinzaine de sépultures à inhumation repérées dans la partie nord du site.

Une autre originalité de ce site est de présenter un état de conservation inhabituellement bon dans la partie sud, avec des niveaux d'occupation continus préservés sur quelques décimètres d'épaisseur (zone située en grande partie dans la future zone *non aedificandi* de la ZAC). Le grand intérêt scientifique de cet ensemble est donc indéniable.

Il est possible d'établir une distinction dans les zones susceptibles d'être fouillées en fonction de la densité des vestiges conservés et des méthodes qu'il serait nécessaire de mettre en œuvre. La partie sud, sur les 40 m de largeur de la zone *non aedificandi*, est exclue de la prescription de fouille et fait l'objet de prescriptions techniques de conservation. La zone médiane fera l'objet d'une fouille archéologique complète avec l'étude de toutes les structures archéologiques identifiées après un décapage général. La zone extérieure moins dense devra faire l'objet d'un décapage partiel significatif (de l'ordre de 50% de la surface) avec la mise au jour de tous les fossés reconnus, leur plan de détail, restitution de leur chronologie relative et si possible absolue, et fera l'objet de tests réguliers par des fouilles ponctuelles.

#### Les menaces

Le site archéologique mis en évidence est directement menacé par le projet d'aménagement tel qu'il est présenté dans le courrier de la communauté de communes de Haute Picardie du 4 décembre 2004, et aussi par d'autres aménagements envisagés par la communauté de communes de Haute Picardie sur les mêmes parcelles, mais plus à l'est, aménagements qui ne peuvent être précisés en l'état. Il est signalé par ailleurs dans les courriers cités en annexe qu'une zone non constructible est prévue également à la limite sud des terrains sur une largeur de 40 m environ.

#### OBJECTIFS SCIENTIFIQUES DE LA FOUILLE

Les objectifs scientifiques assignés à cette opération portent :

- sur les caractères des occupations successives qu'a connu ce secteur entre le III<sup>e</sup>/IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C. jusqu'au Moyen Âge (identification, plans et restitutions de l'évolution des différents états), notamment les caractères susceptibles de contribuer à identifier les fonctions de cet établissement (fonctions socio-économiques, voire religieuses ?) ;
- sur l'étude de la population inhumée dans la partie nord par une étude exhaustive, archéologique et anthropologique des sépultures ;
- sur l'environnement proche (fossés dits "de parcellaire")

#### PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES

##### Emprise de la fouille

L'emprise de la fouille archéologique préventive correspond à l'ensemble du site tel qu'il est précisé sur le plan joint en annexe 4 ; elle se partage en trois zones :

- Zone 1. Zone bien conservée au sud (présence de niveaux d'occupation continus et d'une stratigraphie d'une puissance de 0,10 à 0,30 m). Elle est située principalement en-dehors de la zone de fouille (zone soumise à des prescriptions techniques de conservation). On peut estimer cependant qu'elle se poursuit dans la zone de fouille sur une distance est-ouest de 50 à 60 m et une largeur maximale de 10 m, et que l'épaisseur moyenne des niveaux archéologiques ne dépasse pas 0,10 m.
- Zone 2. Elle concerne la majeure partie de la fouille (environ 9000 m<sup>2</sup>), zone dense en vestiges ponctuels variés : fossés, fosses, trous de poteau, fondations de craie tassée superficielles. Un secteur particulier de cette zone, d'une surface de 500 à 1000 m<sup>2</sup> correspond à un cimetière dont la fouille nécessitera une approche complémentaire adaptée à la fouille des sépultures
- Zone 3. Zone périphérique peu dense mais dont les éléments peuvent s'avérer décisifs pour la compréhension de la structuration générale du site (fossés d'enclos...) d'une surface de l'ordre de 2 hectares. Elle fera l'objet, sur une surface de 6000 m<sup>2</sup> environ, d'une approche sélective, adaptée à une prise en compte des éléments structuraux tels que les fossés d'enclos.

#### Phase préparatoire

L'assiette du chantier archéologique fera l'objet d'un décapage préalable de la terre arable à la pelle mécanique avec une attention particulière portée aux aménagements superficiels, extrêmement fragiles (fondations de craie inégalement conservées). En cas de découverte de tels vestiges, le décapage sera réalisé en deux phases, la seconde n'intervenant qu'après le relevé et la fouille éventuelle des aménagements les plus superficiels. Ce décapage sera exhaustif à l'emplacement des zones 1 et 2. Il sera sélectif dans la zone 3 et adapté à la présence des éléments les plus structurants (il pourra être de l'ordre de 50% de la surface totale de la zone 3)

- Zone 1. Fouille stratigraphique des niveaux archéologiques continus

La fouille archéologique visera une exhaustivité de l'étude des structures et aménagements identifiés. Elle sera menée conformément aux méthodes en vigueur : dégagement des unités stratigraphiques et des structures archéologiques, enregistrement systématique, relevés en plan et en coupe, enregistrement graphique manuel et photographique abondants (couvertures photographiques de chacun des niveaux dégagés et des principales structures archéologiques). Ces principes seront appliqués moyennant une adaptation à la fouille mécanisée.

- Zone 2. Fouille stratigraphique des structures ponctuelles

La totalité des structures observées dans cette zone devra faire l'objet d'une fouille stratigraphique dans des proportions significatives (par moitié pour les excavations les plus réduites, en proportion moindre pour les plus grandes). Les plus intéressantes par leurs caractéristiques, leur datation ou leur contenu devront être fouillées en totalité. Ce sera le cas de la totalité des sépultures du secteur nord.



• Zone 3. Fouille extensive

La fouille archéologique visera à une compréhension de l'organisation générale du site et de son évolution. Chacun des fossés devra faire l'objet de relevés archéologiques précis (à la main), de sondages à la pelle mécanique, à la main si nécessaire (à déterminer en relation avec le conservateur régional de l'archéologie).

La totalité du mobilier archéologique rencontré sera recueillie pour étude : céramique, ossements animaux, fragments de meule, bois, cuirs et autres matériaux organiques, etc... ainsi qu'un échantillonnage des tuiles. Des prélèvements des sédiments seront effectués dans des structures représentatives de l'ensemble pour des études paléo-environnementales (spécialement botaniques) et dans tout contexte qui présenterait des conditions de conservation favorable.

- Le traitement du mobilier sera réalisé par des spécialistes.
- Les ensembles mobiliers de référence, c'est-à-dire formant des associations chrono-culturelles fiables, en contexte d'occupation ou d'ensemble clos (fossés-dépotoirs, couches d'occupations, etc.) feront l'objet d'analyses précises (techno-typologie, comptages, etc.), avec dessins et photos.
- Le matériel osseux fera l'objet d'une détermination systématique et d'analyses plus complètes s'il est de qualité suffisante pour obtenir une information significative.
- Des études paléo-environnementales (carpologie, anthracologie, palynologie, éventuellement sédimentologie) seront mises en œuvre, après accord du Service régional de l'archéologie.

**EXERCICE DU CONTRÔLE DE L'ETAT (SERVICE REGIONAL DE L'ARCHEOLOGIE) ET EVENTUELLES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**  
Le responsable scientifique de l'opération rendra compte régulièrement au conservateur régional de l'archéologie de l'avancement du chantier, des difficultés rencontrées, des principales découvertes faites. Il facilitera les visites de contrôle de ses représentants qui auront lieu au moins une fois par mois. Toute découverte à caractère exceptionnel devra être immédiatement signalée au conservateur régional de l'archéologie qui pourra être amené à établir de nouvelles prescriptions en fonction de ces découvertes. La fin du chantier donnera lieu à un procès verbal approuvé par le conservateur régional ou son représentant. Les études donneront lieu à l'établissement d'un programme détaillé qui sera soumis au conservateur régional de l'archéologie

**PRÉSENTATION DES DONNÉES SCIENTIFIQUES**

Les résultats et données scientifiques issus de la fouille figureront dans le Rapport Final d'Opération. Celui-ci sera fourni en 8 exemplaires originaux rédigés en Français, comportant des tirages photographiques argentiques destinés à assurer une conservation à long terme. Le Rapport Final d'Opération sera par ailleurs fourni sur cédérom (format hybride PC-Mac) au format PDF (Adobe Acrobat), en haute qualité (qualité "presse").

Le corps du rapport comprendra outre la copie des documents administratifs (prescription de fouille, projet d'intervention...) :

- un état des connaissances archéologiques et historiques avant la fouille,
- un exposé de la méthodologie mise en œuvre, avec la présentation du système d'enregistrement des données de terrain et du système de gestion mis en place pour leur exploitation,
- la présentation générale des résultats,
- une analyse par période chronologique, étayée par des plans et relevés stratigraphiques détaillés et des diagrammes stratigraphiques,
- une synthèse par période, illustrée de plans, accompagnée des études de mobilier réalisées par les spécialistes (qui pourront éventuellement être intégrées tout ou en partie dans le rapport).

En annexe on trouvera :

- les inventaires détaillés du mobilier, avec références aux modes de conditionnement, et de traitements éventuels de conservation (stabilisation de matériel ferreux par ex.)
- un index des unités stratigraphiques, faits, structures, etc.,
- un index des documents graphiques (numérisés et non numérisés),
- un index des minutes de fouilles remises pour archivage.

Les éléments constitutifs du Rapport Final d'Opération ainsi que les données informatisées d'enregistrement (structures, mobiliers, topographie...) seront fournies sur cédérom (format hybride PC-Mac) sous les formats suivants :

- pour les listes et inventaires : Excel ou File Maker Pro,
- pour les textes : RTF,
- pour les images et photos numérisées : TIFF (éventuellement avec une compression sans perte de qualité, type LZW),
- pour les fichiers de dessin vectoriel : en format natif du logiciel utilisé (Adobe Illustrator, Autocad, etc.) et en format PDF vectoriel (Adobe Acrobat).

**ARCHIVES**

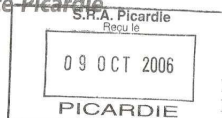
Les minutes de fouilles (fichiers d'enregistrement divers, relevés, etc.) seront conditionnées de manière à être déposées directement aux Archives départementales.

**DELAIS PRÉVISIONNELS**

Il est impératif que la fouille soit réalisée sur le terrain dans un délai de 6 mois.

La remise du rapport final interviendra au terme de l'opération, soit deux ans au maximum après la date de fin de la phase de terrain de l'opération.

Communauté de Communes  
de Haute-Picardie



**DRAC**  
Monsieur le Directeur Régional  
Rue Henri Daussy  
80044 Amiens Cedex 1

*A l'attention de Monsieur Bayard*

Estrées, le 6 octobre 2006

**Affaire suivie par :**  
Mme Béatrice DAUDRE

**Réf :**  
LUN°1619

**Objet :**  
Demande de prescription de fouilles  
ZAC Haute Picardie

Monsieur le Directeur Régional,

Pour faire suite à la réunion du 26 septembre 2006 relative au projet d'implantation d'un parc logistique de 20 ha sur la ZAC Haute Picardie, réunion au cours de laquelle a été évoqué un certain nombre de solutions techniques avec l'aménageur Concerto Développement, nous vous confirmons notre intention de réaliser ce projet le plus rapidement possible dans la configuration initiale.

Dans ce cadre, nous souhaiterions obtenir une proposition de prescriptions de fouilles pour les sites 1 et 2, ainsi qu'une estimation financière.

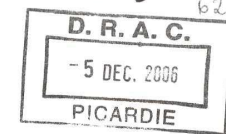
Vous en remerciant, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Régional, nos sincères salutations.

Jacques Quillet,  
Président de la CCHP



BP 20011 ESTREES DENIECOURT - 80208 PERONNE Cedex  
Tél. : 03.22.85.14.14 - Fax : 03.22.85.14.15  
E-mail : contact@hautepicardie.fr - Site Internet : www.hautepicardie.fr

Communauté de Communes  
de Haute-Picardie



**Direction Régionale des Affaires Culturelles**  
Monsieur le Directeur Régional  
5 rue Henri Daussy  
80044 AMIENS Cedex

Estrées, le 4 décembre 2006

*A l'attention de Monsieur Didier BAYARD*

Lettre recommandée avec AR

**Réf :**  
LT/N°1955

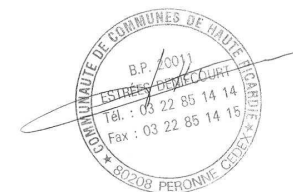
**Objet :**  
Demande de prescription de fouilles  
ZAC Haute Picardie

Monsieur le Directeur Régional,

Pour faire suite aux différentes réunions avec Mr Bayard relatives aux fouilles à réaliser sur le site de la ZAC Haute Picardie, j'ai l'honneur, par la présente, de vous faire une demande de prescriptions de fouilles complètes pour chacun des sites n°1 et n°2 sur la base du plan masse ci-joint.

Je vous remercie de l'intérêt que vous porterez à ce dossier et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Régional, l'assurance de ma haute considération.

Jacques Quillet,  
Président de la CCHP



BP 20011 ESTREES DENIECOURT - 80208 PERONNE Cedex  
Tél. : 03.22.85.14.14 - Fax : 03.22.85.14.15  
E-mail : contact@hautepicardie.fr - Site Internet : www.hautepicardie.fr



MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION  
PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE

Direction  
Régionale des  
Affaires  
Culturelles  
5 rue Henri Daussy  
80044 AMIENS CEDEX 1

Amiens, le 19 OCT. 2009



Vos réf. : courrier AB/n° 1743/6130 daté du 12 octobre 2009

Affaire suivie par Didier Bayard  
Conservateur du patrimoine  
☎ 03.22.97.33.33  
📠 03.22.97.33.47  
Mél : didier.bayard@culture.gouv.fr

Monsieur le président

Pour faire suite à votre courrier cité en référence concernant les contraintes archéologiques pesant sur le projet d'extension de la ZAC de Haute Picardie sur les communes d'Ablaincourt-Pressoir et Estrées-Deniécourt, je vous signale que trois parcelles ont fait l'objet de plusieurs arrêtés de prescription archéologique, des prescriptions de fouille archéologique préventive sur la parcelle 31 de la section ZN, commune d'Estrées-Deniécourt (arrêté n° 802240A4 du 14 juin 2007), des prescriptions de fouille archéologique préventive et de préservation partielle du sous-sol à l'emplacement de deux sites archéologiques sur les parcelles 7, 29 et 30 de la section ZP, commune d'Ablaincourt-Pressoir (arrêtés n° 802240A3 du 14 février 2007 et n° 802240A2bis du 06 mars 2007).

Les fouilles archéologiques ont été effectivement réalisées sur les trois sites concernés pour ce qui est des travaux de terrain. Bien que les rapports ne nous aient pas encore été remis par l'INRAP, les études sont en cours, nous considérons que les terrains sont libérés de toute contrainte, à l'exception toutefois des zones *non aedificandi* bordant le barreau de liaison des autoroutes A1 et A29 sur 40 m de large (cf. l'arrêté n° 802240A3 du 14 février 2007) et la RD 164 à l'ouest sur 30 m de large (cf. l'arrêté n° 802240A2bis du 06 mars 2007).

Restant à votre disposition pour d'éventuelles demandes d'informations complémentaires, je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes salutations distinguées.

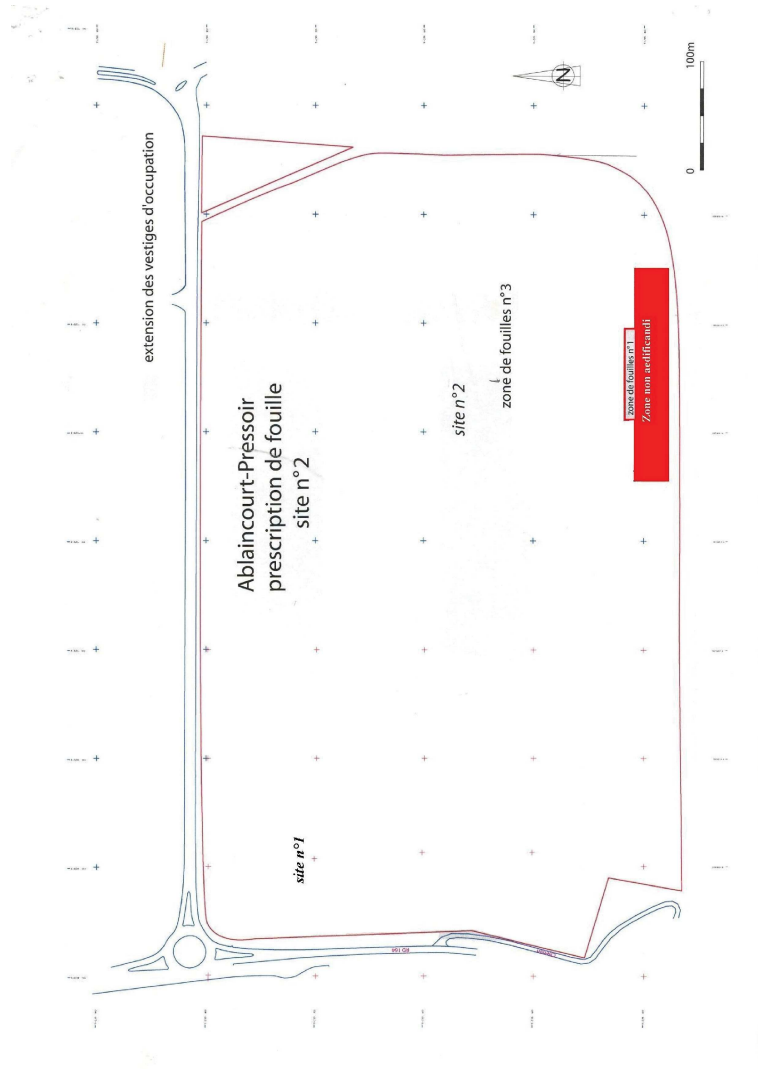
Le conservateur du Patrimoine

Didier Bayard

Monsieur Michel Macaclin  
Président de la Communauté  
de Communes de Haute Picardie  
BP. 20011 – Estrées Deniécourt  
80208 Péronne cedex

P.J. copies des arrêtés n° 802240A2bis, n° 802240A3 et n° 802240A4

Pour toute information sur la DRAC Picardie : [www.culture.fr/picardie](http://www.culture.fr/picardie)



## PRÉFECTURE DE LA REGION PICARDIE

**Le Préfet de Région**  
**Préfet de la Somme**  
**Chevalier de la légion d'honneur**

VU le livre V du Code du Patrimoine ;

VU le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

VU la loi n°2004-804 du 9 août 2004 relative au soutien à la consommation et à l'investissement

VU l'arrêté ministériel du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issus des diagnostics et fouilles archéologiques

VU l'arrêté interministériel du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques

VU la demande anticipée de prescription archéologique de la communauté de communes de Haute Picardie reçue au service régional d'archéologie le 10 février 2005

VU l'arrêté de prescription de diagnostic archéologique n°2005-802240-A1 du 16 février 2005

VU le rapport du diagnostic archéologique intermédiaire portant sur la moitié ouest des parcelles 7, 29 et 30 de la section ZP (lieu-dit "La Sole de Deniécourt" commune d'Ablaincourt-Pressoir), reçu et enregistré le 2 décembre 2005

VU l'avis de la Commission interrégionale de la recherche archéologique en date du 7 décembre 2005

VU les courriers du président de la communauté de communes de Haute Picardie adressés au service régional de l'archéologie (DRAC de Picardie), datés du 6 octobre et du 4 décembre 2006, confirmant et précisant les aménagements projetés dans les parcelles 7, 29 et 30 de la section ZP

**CONSIDERANT** que des vestiges archéologiques très intéressants, datés de l'époque gauloise et de l'époque romaine, sont menacés par le projet d'aménagement envisagé, et nécessitent la réalisation d'une fouille préventive ; considérant également qu'une zone *non aedificandi* de 30 m de large environ est prévue à la limite ouest de la ZAC, zone qui ne doit faire l'objet d'aucun aménagement particulier (creusement de bassin, plantation d'arbre...), dans l'emprise du site archéologique

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Une fouille préventive sera réalisée préalablement aux aménagements, ouvrages ou travaux envisagés par :

La Communauté de Communes  
de Haute Picardie  
BP 20011 Estrées-Deniécourt  
80200 Péronne Cedex

sur les terrain sis à :  
Ablaincourt-Pressoir (Somme)  
lieu-dit "La sole de Deniécourt"  
Parcelles cadastrées n°7, 29 et 30  
Section ZP  
Site archéologique n°1

La fouille archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus

**Article 2** : La fouille sera réalisée conformément au cahier des charges scientifiques annexé au présent arrêté, sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur visé à l'article 1<sup>er</sup>, par un opérateur de fouilles archéologiques préventives agréé par l'État. L'aménageur présentera au préfet de région (direction régionale des affaires culturelles de Picardie, service régional de l'archéologie) une demande d'autorisation de fouille en application de l'article L 523-9 du code du Patrimoine susvisé et de l'article 41 du décret n°2004-490 susvisé. Cette demande comportera :

- le contrat prévu à l'article 39 du décret n°2004-490 susvisé, signé par les deux parties
- le justificatif de l'agrément de l'opérateur retenu,
- le projet scientifique d'intervention établi par ce dernier qui devra préciser les modalités de mise en œuvre des prescriptions contenues dans le cahier des charges.
- Le cas échéant, la déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, prévue par l'article 41 du même décret.

**Article 3 :** La fouille portera sur une superficie de 3,2 hectares environ (plan annexé au présent arrêté). 1,2 hectares seront étudiés de manière approfondie. En revanche, les 2 hectares situés à la périphérie du cœur de l'habitat feront l'objet d'investigations partielles et rapides.

**Article 4 :** Les conditions de réalisation de la fouille seront déterminées, en application de l'article L523-9 du code du Patrimoine et du décret n°2004-490 susvisés, par contrat entre l'opérateur de fouilles archéologiques préventives retenu et le maître d'ouvrage des aménagements, ouvrages ou travaux faisant l'objet de la présente prescription.

**Article 5 :** Le mobilier archéologique recueilli au cours de l'opération de fouille est conservé sur le territoire national par l'opérateur de fouilles archéologiques préventives le temps nécessaire à son étude qui, en tout état de cause, ne peut excéder deux ans à compter de la date de fin de la phase terrain de la fouille.

L'inventaire de ce mobilier, établi par parcelle cadastrale, sera transmis par l'opérateur de fouilles archéologiques préventives au service régional de l'archéologie avec le rapport d'opération et les archives de fouille (pièces originales; il devra préciser le ou les propriétaires des terrains lors de l'intervention archéologique. Le préfet (service régional de l'archéologie) adressera un exemplaire de cet inventaire à la personne physique ou morale, propriétaire à la date de début de l'intervention archéologique des terrains visés à l'article 1er et informera celui-ci de ses droits, notamment ceux prévus à l'article 61 du décret susvisé. Ces droits sont valables un an à compter de la réception de l'inventaire. Au terme de ce délai, sans manifestation de sa part, le propriétaire est réputé y renoncer.

**Article 6 :** La zone située à l'ouest des parcelles n°7, 29 et 30 de la section ZP ne pourra faire l'objet d'aucun terrassement supérieur à 0,50 m sous le niveau du sol, sur une largeur de 30 m depuis la limite ouest des dites parcelles et dans l'emprise du site archéologique (soit sur 280 m environ du nord au sud, voir plan en annexe). La réalisation de tout projet de terrassement, même ponctuel, dans ce secteur devra être soumise à une autorisation explicite du service régional de l'archéologie. Cette contrainte devra être rappelée dans les différents documents d'urbanisme réglementaires concernés (permis de construire, règlement de la ZAC).

Article 7 : le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral du 14 février 2007 n° 802240A2

**Article 8 :** Le directeur régional des Affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le président de la communauté de communes de Haute Picardie BP 20011 Estrées-Deniécourt 80200 Péronne Cedex

et

à la DDE de la Somme  
1 Bd du Port – BP 2612  
80026 Amiens cedex 1

**Article 9 :** liste des pièces jointes :

- copie du courrier du président de la communauté de communes de Haute Picardie du 6 octobre 2006
- copie du courrier du président de la communauté de communes de Haute Picardie du 4 décembre 2006 complété par un plan de l'aménagement prévu
- plan de la zone faisant l'objet de la prescription de fouille archéologique préventive

Fait à Amiens, le

06 MARS 2007





## ANNEXE 1 : CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES DE LA FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVE

### INTRODUCTION

La fouille préventive du site ouest de "la Sole de Deniécourt" à Ablaincourt-Pressoir a pour but principal l'acquisition d'informations détaillées sur les formes d'occupation qu'a connu cet établissement depuis son apparition à l'époque gauloise (époque de La Tène III<sup>e</sup>-I<sup>er</sup> siècles av. J.-C.) jusqu'à son abandon à une période indéterminée de la fin du l'Antiquité ou du début du Moyen Âge.

### DONNEES SCIENTIFIQUES

#### Le contexte général

Ce secteur géographique a fait l'objet de diverses investigations archéologiques depuis la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse en 1989-1990. Il s'est révélé riche en vestiges antiques dont certains d'un très grand intérêt. L'existence du site ouest de "La Sole de Deniécourt" est connue depuis les années 1970 grâce aux prospections aériennes de Roger Agache. L'intérêt scientifique de cet établissement antique est renforcé par l'étude qu'il est possible de mener sur son environnement et sur les relations avec les établissements voisins antiques, identifiés à proximité, et éventuellement fouillés en partie ou complètement, spécialement le site n°2 de "La Sole de Bovenet" attesté à moins de 300 m à l'est.

#### Les résultats du diagnostic archéologique

Le diagnostic archéologique de ce secteur, qui a été mené dans des conditions normales, a abouti à des résultats qui nous permettent de caractériser au moins sommairement cet ensemble. La plupart des vestiges s'inscrivent dans des enclos fossoyés antiques successifs. Ils consistent en fossés, fosses, trous de poteau et fondations de craie pillée. Les nombreux vestiges mis au jour témoignent d'une longue histoire depuis l'époque gauloise jusqu'au haut Moyen Âge, peut-être (VI<sup>e</sup>-VII<sup>e</sup> siècles ?). Même si l'identification de cet établissement n'est pas assurée (*villa* ?), son intérêt scientifique paraît manifeste.

Il est possible d'établir une distinction dans les zones susceptibles d'être fouillées en fonction de la densité des vestiges conservés et des méthodes qu'il serait nécessaire de mettre en œuvre. La partie ouest, sur les 27 à 30 m de largeur de la zone *non aedificandi*, est exclue de la prescription de fouille et fait l'objet de prescriptions techniques de conservation. La zone centrale fera l'objet d'une fouille archéologique complète avec l'étude de toutes les structures archéologiques identifiées après un décapage général.

La zone extérieure moins dense fera l'objet d'un décapage partiel (de l'ordre de 15 à 30% de la surface) avec la mise au jour de tous les fossés reconnus, leur relevés en plan, l'ouverture de tests réguliers, le tout visant à la restitution de leur chronologie relative et si possible absolue.

#### Les menaces

Le site archéologique mis en évidence est directement menacé par le projet d'aménagement tel qu'il est présenté dans le courrier de la communauté de communes de Haute Picardie du 4 décembre 2004. Il est signalé par ailleurs sur le même courrier qu'une zone non constructible est prévue à la limite ouest des terrains sur une largeur de 27 à 30 m environ.

### OBJECTIFS SCIENTIFIQUES DE LA FOUILLE

Les objectifs scientifiques assignés à cette opération portent :

- sur les caractères des occupations successives qu'a connu ce secteur entre le III<sup>e</sup>/I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. jusqu'à l'aube du Moyen Âge (identification, plans et restitutions de l'évolution des différents états), notamment les caractères susceptibles de contribuer à identifier les fonctions de cet établissement (fonctions socio-économiques ?);
- sur l'environnement proche (fossés dits "de parcellaire")

### PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES

#### Emprise de la fouille

L'emprise de la fouille archéologique préventive correspond à l'ensemble du site tel qu'il est précisé sur le plan joint en annexe 4 ; elle se partage en deux zones :

- Zone 1. Elle concerne la majeure partie de la fouille (environ 12 000 m<sup>2</sup>), zone dense en vestiges ponctuels variés : fossés, fosses, trous de poteau, fondations de craie tassée superficielles.
- zone 2. Zone périphérique peu dense mais dont les éléments peuvent s'avérer décisifs pour la compréhension de la structuration générale du site (fossés d'enclos...) d'une surface de l'ordre de 2 hectares . Elle fera l'objet d'une approche sélective, adaptée à une prise en compte des éléments structurants tels que les fossés d'enclos.

#### • Phase préparatoire

L'assiette du chantier archéologique fera l'objet d'un décapage préalable de la terre arable à la pelle mécanique avec une attention particulière portée aux aménagements superficiels, extrêmement fragiles (fondations de craie inégalement conservées). En cas de découverte de tels vestiges, le décapage sera réalisé en deux phases, la seconde n'intervenant qu'après le relevé et la fouille éventuelle des aménagements les plus superficiels. Ce décapage sera exhaustif à l'emplacement de la zone 1. Il sera sélectif dans la zone 2 et adapté à la présence des éléments les plus structurants (il pourra être de l'ordre de 20 à 50% de la surface totale de la zone 2)



- Zone 1. Fouille stratigraphique des structures ponctuelles

La totalité des structures observées dans cette zone devra faire l'objet d'une fouille stratigraphique dans des proportions significatives (par moitié pour les excavations les plus réduites, en proportion moindre pour les plus grandes). Les plus intéressantes par leurs caractéristiques, leur datation ou leur contenu devront être fouillées en totalité.

- Zone 2. Fouille partielle

La fouille archéologique visera à une compréhension de l'organisation générale du site et de son évolution. Chacun des fossés devra faire l'objet de relevés archéologiques précis (à la main), de sondages à la pelle mécanique, à la main si nécessaire (à déterminer en relation avec le conservateur régional de l'archéologie)

La totalité du mobilier archéologique rencontré sera recueillie pour étude : céramique, ossements animaux, fragments de meule, bois, cuirs et autres matériaux organiques, etc... ainsi qu'un échantillonnage des tuiles. Des prélèvements des sédiments seront effectués dans des structures représentatives de l'ensemble pour des études paléo-environnementales (spécialement botaniques) et dans tout contexte qui présenterait des conditions de conservation favorable.

- Le traitement du mobilier sera réalisé par des spécialistes.
- Les ensembles mobiliers de référence, c'est-à-dire formant des associations chrono-culturelles fiables, en contexte d'occupation ou d'ensemble clos (fosses-dépotoirs, couches d'occupations, etc.) feront l'objet d'analyses précises (techno-typologie, comptages, etc.), avec dessins et photos.
- Le matériel osseux fera l'objet d'une détermination systématique et d'analyses plus complètes s'il est de qualité suffisante pour obtenir une information significative.
- Des études paléo-environnementales (carpologie, anthracologie, palynologie, éventuellement sédimentologie) seront mises en œuvre, après accord du Service régional de l'archéologie.
- 

EXERCICE DU CONTRÔLE DE L'ETAT (SERVICE REGIONAL DE L'ARCHEOLOGIE) ET EVENTUELLES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES  
Le responsable scientifique de l'opération rendra compte régulièrement au conservateur régional de l'archéologie de l'avancement du chantier, des difficultés rencontrées, des principales découvertes faites. Il facilitera les visites de contrôle de ses représentants qui auront lieu au moins une fois par mois. Toute découverte à caractère exceptionnel devra être immédiatement signalée au conservateur régional de l'archéologie qui pourra être amené à établir de nouvelles prescriptions en fonction de ces découvertes. La fin du chantier donnera lieu à un procès verbal approuvé par le conservateur régional ou son représentant. Les études donneront lieu à l'établissement d'un programme détaillé qui sera soumis au conservateur régional de l'archéologie

PRÉSENTATION DES DONNÉES SCIENTIFIQUES

Les résultats et données scientifiques issues de la fouille figureront dans le Rapport Final d'Opération. Celui-ci sera fourni en 8 exemplaires originaux rédigés en

Français, comportant des tirages photographiques argentiques destinés à assurer une conservation à long terme. Le Rapport Final d'Opération sera par ailleurs fourni sur cédérom (format hybride PC-Mac) au format PDF (Adobe Acrobat), en haute qualité (qualité " presse ").

Le corps du rapport comprendra outre la copie des documents administratifs (prescription de fouille, projet d'intervention...) :

- un état des connaissances archéologiques et historiques avant la fouille,
- un exposé de la méthodologie mise en œuvre, avec la présentation du système d'enregistrement des données de terrain et du système de gestion mis en place pour leur exploitation,
- la présentation générale des résultats,
- une analyse par période chronologique, étayée par des plans et relevés stratigraphiques détaillés et des diagrammes stratigraphiques,
- une synthèse par période, illustrée de plans, accompagné des études de mobilier réalisés par les spécialistes (qui pourront éventuellement être intégrées tout ou en partie dans le rapport).

En annexe on trouvera :

- les inventaires détaillés du mobilier, avec références aux modes de conditionnement, et de traitements éventuels de conservation (stabilisation de matériel ferreux par ex.)
- un index des unités stratigraphiques, faits, structures, etc.,
- un index des documents graphiques (numérisés et non numérisés),
- un index des minutes de fouilles remises pour archivage.

Les éléments constitutifs du Rapport Final d'Opération ainsi que les données informatisées d'enregistrement (structures, mobiliers, topographie...) seront fournies sur cédérom (format hybride PC-Mac) sous les formats suivants :

- pour les listes et inventaires : Excel ou File Maker Pro,
- pour les textes : RTF,
- pour les images et photos numérisées : TIFF (éventuellement avec une compression sans perte de qualité, type LZW),
- pour les fichiers de dessin vectoriel : en format natif du logiciel utilisé (Adobe Illustrator, Autocad, etc.) et en format PDF vectoriel (Adobe Acrobat).

ARCHIVES

Les minutes de fouilles (fichiers d'enregistrement divers, relevés, etc.) seront conditionnées de manière à être déposées directement aux Archives départementales.

DELAI PRÉVISIONNEL DE REMISE DU RAPPORT FINAL

Il est impératif que la fouille soit réalisée sur le terrain dans un délai de 6 mois.

La remise du rapport final interviendra au terme de l'opération, soit deux ans au maximum après la date de fin de la phase de terrain de l'opération.

**COPIE**

## PRÉFECTURE DE LA REGION PICARDIE

**Le Préfet de Région  
Préfet de la Somme  
Chevalier de la légion d'honneur**

VU le livre V du Code du Patrimoine ;

VU le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

VU la loi n°2004-804 du 9 août 2004 relative au soutien à la consommation et à l'investissement

VU l'arrêté ministériel du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issus des diagnostics et fouilles archéologiques

VU l'arrêté interministériel du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques

VU la demande anticipée de prescription archéologique de la communauté de communes de Haute Picardie reçue au service régional d'archéologie le 10 février 2005

VU l'arrêté de prescription de diagnostic archéologique n°2005-802240-A1 du 16 février 2005

VU le rapport du diagnostic archéologique intermédiaire portant sur la moitié est des parcelles 7, 29 et 30 de la section ZP, sur la parcelle 1 de la section ZP et la parcelle 29 de la section ZO (lieu-dit "La Sole de Boven" commune d'Ablaincourt-Pressoir), reçu et enregistré le 24 novembre 2006

VU l'avis de la Commission interrégionale de la recherche archéologique en date du 24 octobre 2006

VU les courriers du président de la communauté de communes de Haute Picardie adressés au service régional de l'archéologie (DRAC de Picardie) et datés du 6 octobre et du 4 décembre 2006, confirmant et précisant les aménagements projetés dans les parcelles 7, 29 et 30 de la section ZP

**CONSIDERANT** que des vestiges archéologiques très intéressants, datés de l'époque gauloise au Moyen Âge, sont menacés par le projet d'aménagement envisagé, et nécessitent la réalisation d'une fouille préventive ; considérant également qu'une zone *non aedificandi* de 40 m de large est prévue à la limite sud de la ZAC, zone qui ne doit faire l'objet d'aucun aménagement particulier (creusement de bassin, plantation d'arbre...),

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Une fouille préventive sera réalisée préalablement aux aménagements, ouvrages ou travaux envisagés par :

La Communauté de Communes  
de Haute Picardie  
BP 20011 - Estrées-Deniécourt  
80200 Péronne Cedex

sur le terrain sis à :

Ablaincourt-Pressoir (Somme)  
lieu-dit "La sole de Boven"

Parcelles cadastrées n°7, 29 et 30

Section ZP

Site archéologique n°2

La fouille archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus

**Article 2** : La fouille sera réalisée conformément au cahier des charges scientifiques annexé au présent arrêté, sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur visé à l'article 1<sup>er</sup>, par un opérateur de fouilles archéologiques préventives agréé par l'Etat. L'aménageur présentera au préfet de région (direction régionale des affaires culturelles de Picardie, service régional de l'archéologie) une demande d'autorisation de fouille en application de l'article L 523-9 du code du Patrimoine suvisé et de l'article 41 du décret n°2004-490 suvisé. Cette demande comportera :

- le contrat prévu à l'article 39 du décret n°2004-490 suvisé, signé par les deux parties
- le justificatif de l'agrément de l'opérateur retenu,
- le projet scientifique d'intervention établi par ce dernier qui devra préciser les modalités de mise en œuvre des prescriptions contenues dans le cahier des charges.
- Le cas échéant, la déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, prévue par l'article 41 du même décret.



**Article 3 :** La fouille portera sur une superficie de 1,5 hectare environ (plan annexé au présent arrêté)

**Article 4 :** Les conditions de réalisation de la fouille seront déterminées, en application de l'article L523-9 du code du Patrimoine et du décret n°2004-490 susvisés, par contrat entre l'opérateur de fouilles archéologiques préventives retenu et le maître d'ouvrage des aménagements, ouvrages ou travaux faisant l'objet de la présente prescription.

**Article 5 :** Le mobilier archéologique recueilli au cours de l'opération de fouille est conservé sur le territoire national par l'opérateur de fouilles archéologiques préventives le temps nécessaire à son étude qui, en tout état de cause, ne peut excéder deux ans à compter de la date de fin de la phase terrain de la fouille.

L'inventaire de ce mobilier, établi par parcelle cadastrale, sera transmis par l'opérateur de fouilles archéologiques préventives au service régional de l'archéologie avec le rapport d'opération et les archives de fouille (pièces originales; il devra préciser le ou les propriétaires des terrains lors de l'intervention archéologique. Le préfet (service régional de l'archéologie) adressera un exemplaire de cet inventaire à la personne physique ou morale, propriétaire à la date de début de l'intervention archéologique des terrains visés à l'article 1er et informera celui-ci de ses droits, notamment ceux prévus à l'article 61 du décret susvisé. Ces droits sont valables un an à compter de la réception de l'inventaire. Au terme de ce délai, sans manifestation de sa part, le propriétaire est réputé y renoncer.

**Article 6 :** La zone située au sud des parcelles n°7, 29 et 30 de la section ZP ne pourra faire l'objet d'aucun terrassement supérieur à 0,50 m sous le niveau du sol, sur une largeur de 40 m depuis la limite sud des dites parcelles et dans l'emprise du site archéologique (soit sur 150 m environ d'est en ouest, voir plan en annexe). La réalisation de tout projet de terrassement, même ponctuel dans ce secteur devra être soumise à une autorisation explicite du service régional de l'archéologie. Cette contrainte devra être rappelée dans les différents documents d'urbanisme réglementaires concernés (permis de construire, règlement de la ZAC).

**Article 7 :** Le directeur régional des Affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à  
Monsieur le président de la  
communauté de communes de Haute Picardie  
BP 20011 - Estrées-Deniécourt  
80200 Péronne Cedex

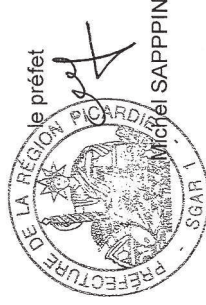
et à la DDE de la Somme  
1 Bd du Port - BP 2612  
80026 Amiens cedex 1

**Article 8 :** Liste des pièces annexes :

- Annexe 1 : cahier des charges scientifiques et techniques
- Annexe 2 : copie du courrier du président de la communauté de communes de Haute Picardie du 6 octobre 2006
- Annexe 3 : copie du courrier du président de la communauté de communes de Haute Picardie du 4 décembre 2006 complété par un plan de l'aménagement prévu
- Annexe 4 : plan de la zone faisant l'objet de la prescription de fouille archéologique préventive

Fait à Amiens, le

14 FEV. 2007



## ANNEXE 1 : CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES DE LA FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVE

### INTRODUCTION

La fouille préventive du site est (site n°2) de "la Sole de Bovent" à Ablaincourt-Pressoir a pour but principal l'acquisition d'informations détaillées sur les formes d'occupation qu'a connu cet établissement depuis son apparition à l'époque gauloise (époque de La Tène III<sup>e</sup>-I<sup>er</sup> siècles av. J.-C.) jusqu'à son abandon à une période indéterminée du Moyen Âge ou des Temps Modernes.

### DONNEES SCIENTIFIQUES

#### Le contexte général

Ce secteur géographique a fait l'objet de diverses investigations archéologiques depuis la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse en 1989-1990. Il s'est révélé riche en vestiges antiques dont certains d'un très grand intérêt. L'existence du site est de "La Sole de Bovent" est connue depuis 1966. Les fondations d'un vaste établissement antique apparentées dans les labours ont pu être relevées. Ces relevés, conservés au service régional de l'archéologie, montrent le plan d'un ensemble architectural de plus de 300 m de long dont la fonction ne peut être déterminée en l'état (villa ou sanctuaire romain ?). D'autre part, il est possible que cet établissement antique soit à l'origine du hameau de Bovent localisé dans ce secteur, détruit et disparu lors de la première guerre mondiale. Divers indices d'une très longue occupation des lieux montrent la grande vraisemblance de cette hypothèse. L'intérêt scientifique de cet ensemble est renforcé en outre par l'étude qu'il est possible de mener sur son environnement et sur les relations avec les établissements voisins antiques, identifiés à proximité, et éventuellement fouillés en partie ou complètement, spécialement le site voisin, situé dans les mêmes parcelles, plus à l'ouest (site n°1 de "La Sole de Bovent").

#### Les résultats du diagnostic archéologique

Le diagnostic archéologique de ce secteur, qui a été mené dans des conditions normales, a abouti à des résultats qui nous permettent de caractériser au moins sommairement cet ensemble. La plupart des vestiges s'inscrivent dans des enclos fossoyés antiques qui s'étendent vers le sud au-delà des parcelles étudiées. Ils consistent en fossés, fosses, trous de poteau et fondations de craie pilée, sépultures à inhumation, et enfin, de niveaux d'occupation continus dans la partie sud. Les nombreux vestiges mis au jour témoignent d'une longue histoire depuis l'époque gauloise jusqu'au haut Moyen Âge, au moins (VI<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècles de notre ère). Se rattachent vraisemblablement à cette dernière période une quinzaine de sépultures à inhumation repérées dans la partie nord du site.



Une autre originalité de ce site est de présenter un état de conservation inhabituellement bon dans la partie sud, avec des niveaux d'occupation continus préservés sur quelques décimètres d'épaisseur (zone située en grande partie dans la future zone *non aedificandi* de la ZAC). Le grand intérêt scientifique de cet ensemble est donc indéniable.

Il est possible d'établir une distinction dans les zones susceptibles d'être fouillées en fonction de la densité des vestiges conservés et des méthodes qu'il serait nécessaire de mettre en œuvre. La partie sud, sur les 40 m de largeur de la zone *non aedificandi*, est exclue de la prescription de fouille et fait l'objet de prescriptions techniques de conservation. La zone médiane fera l'objet d'une fouille archéologique complète avec l'étude de toutes les structures archéologiques identifiées après un décapage général. La zone extérieure moins dense devra faire l'objet d'un décapage partiel significatif (de l'ordre de 50% de la surface) avec la mise au jour de tous les fossés reconnus, leur plan de détail, restitution de leur chronologie relative et si possible absolue, et fera l'objet de tests réguliers par des fouilles ponctuelles.

#### Les menaces

Le site archéologique mis en évidence est directement menacé par le projet d'aménagement tel qu'il est présenté dans le courrier de la communauté de communes de Haute Picardie du 4 décembre 2004, et aussi par d'autres aménagements envisagés par la communauté de communes de Haute Picardie sur les mêmes parcelles, mais plus à l'est, aménagements qui ne peuvent être précisés en l'état. Il est signalé par ailleurs dans les courriers cités en annexe qu'une zone non constructible est prévue également à la limite sud des terrains sur une largeur de 40 m environ.

#### OBJECTIFS SCIENTIFIQUES DE LA FOUILLE

Les objectifs scientifiques assignés à cette opération portent :

- sur les caractères des occupations successives qu'a connu ce secteur entre le III<sup>e</sup>/I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. jusqu'au Moyen Âge (identification, plans et restitutions de l'évolution des différents états), notamment les caractères susceptibles de contribuer à identifier les fonctions de cet établissement (fonctions socio-économiques, voire religieuses ?) ;
- sur l'étude de la population inhumée dans la partie nord par une étude exhaustive, archéologique et anthropologique des sépultures ;
- sur l'environnement proche (fossés dits "de parcellaire")

#### PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES

##### Emprise de la fouille

L'emprise de la fouille archéologique préventive correspond à l'ensemble du site tel qu'il est précisé sur le plan joint en annexe 4 ; elle se partage en trois zones :

- Zone 1. Zone bien conservée au sud (présence de niveaux d'occupation continus et d'une stratigraphie d'une puissance de 0,10 à 0,30 m). Elle est située principalement en-dehors de la zone de fouille (zone soumise à des prescriptions techniques de conservation). On peut estimer cependant qu'elle se poursuit dans la zone de fouille sur une distance est-ouest de 50 à 60 m et une largeur maximale de 10 m, et que l'épaisseur moyenne des niveaux archéologiques ne dépasse pas 0,10 m.
- Zone 2. Elle concerne la majeure partie de la fouille (environ 9000 m<sup>2</sup>), zone dense en vestiges ponctuels variés : fossés, fosses, trous de poteau, fondations de craie tassée superficielles. Un secteur particulier de cette zone, d'une surface de 500 à 1000 m<sup>2</sup> correspond à un cimetière dont la fouille nécessitera une approche complémentaire adaptée à la fouille des sépultures
- Zone 3. Zone périphérique peu dense mais dont les éléments peuvent s'avérer décisifs pour la compréhension de la structuration générale du site (fossés d'enclos...) d'une surface de l'ordre de 2 hectares. Elle fera l'objet, sur une surface de 6000 m<sup>2</sup> environ, d'une approche sélective, adaptée à une prise en compte des éléments structurants tels que les fossés d'enclos.

##### Phase préparatoire

L'assiette du chantier archéologique fera l'objet d'un décapage préalable de la terre arable à la pelle mécanique avec une attention particulière portée aux aménagements superficiels, extrêmement fragiles (fondations de craie inégalement conservées). En cas de découverte de tels vestiges, le décapage sera réalisé en deux phases, la seconde n'intervenant qu'après le relevé et la fouille éventuelle des aménagements les plus superficiels. Ce décapage sera exhaustif à l'emplacement des zones 1 et 2. Il sera sélectif dans la zone 3 et adapté à la présence des éléments les plus structurants (il pourra être de l'ordre de 50% de la surface totale de la zone 3)

- Zone 1. Fouille stratigraphique des niveaux archéologiques continus

La fouille archéologique visera une exhaustivité de l'étude des structures et aménagements identifiés. Elle sera menée conformément aux méthodes en vigueur : dégagement des unités stratigraphiques et des structures archéologiques, enregistrement systématique, relevés en plan et en coupe, enregistrement graphique manuel et photographique abondants (couvertures photographiques de chacun des niveaux dégagés et des principales structures archéologiques). Ces principes seront appliqués moyennant une adaptation à la fouille mécanisée.

- Zone 2. Fouille stratigraphique des structures ponctuelles

La totalité des structures observées dans cette zone devra faire l'objet d'une fouille stratigraphique dans des proportions significatives (par moitié pour les excavations les plus réduites, en proportion moindre pour les plus grandes). Les plus intéressantes par leurs caractéristiques, leur datation ou leur contenu devront être fouillées en totalité. Ce sera le cas de la totalité des sépultures du secteur nord.



- **Zone 3. Fouille extensive**

La fouille archéologique visera à une compréhension de l'organisation générale du site et de son évolution. Chacun des fossés devra faire l'objet de relevés archéologiques précis (à la main), de sondages à la pelle mécanique, à la main si nécessaire (à déterminer en relation avec le conservateur régional de l'archéologie).

La totalité du mobilier archéologique rencontré sera recueillie pour étude : céramique, ossements animaux, fragments de meule, bois, cuirs et autres matériaux organiques, etc... ainsi qu'un échantillonnage des tuiles. Des prélèvements des sédiments seront effectués dans des structures représentatives de l'ensemble pour des études paléo-environnementales (spécialement botaniques) et dans tout contexte qui présenterait des conditions de conservation favorable.

- Le traitement du mobilier sera réalisé par des spécialistes.
- Les ensembles mobiliers de référence, c'est-à-dire formant des associations chrono-culturelles fiables, en contexte d'occupation ou d'ensemble clos (fosses-dépotoirs, couches d'occupations, etc.) feront l'objet d'analyses précises (techno-typologie, comptages, etc.), avec dessins et photos.
- Le matériel osseux fera l'objet d'une détermination systématique et d'analyses plus complètes s'il est de qualité suffisante pour obtenir une information significative.
- Des études paléo-environnementales (carpologie, anthracologie, palynologie, éventuellement sédimentologie) seront mises en œuvre, après accord du Service régional de l'archéologie.

**EXERCICE DU CONTRÔLE DE L'ÉTAT (SERVICE REGIONAL DE L'ARCHEOLOGIE) ET EVENTUELLES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**  
Le responsable scientifique de l'opération rendra compte régulièrement au conservateur régional de l'archéologie de l'avancement du chantier, des difficultés rencontrées, des principales découvertes faites. Il facilitera les visites de contrôle de ses représentants qui auront lieu au moins une fois par mois. Toute découverte à caractère exceptionnel devra être immédiatement signalée au conservateur régional de l'archéologie qui pourra être amené à établir de nouvelles prescriptions en fonction de ces découvertes. La fin du chantier donnera lieu à un procès verbal approuvé par le conservateur régional ou son représentant. Les études donneront lieu à l'établissement d'un programme détaillé qui sera soumis au conservateur régional de l'archéologie

## PRÉSENTATION DES DONNÉES SCIENTIFIQUES

Les résultats et données scientifiques issus de la fouille figureront dans le Rapport Final d'Opération. Celui-ci sera fourni en 8 exemplaires originaux rédigés en Français, comportant des tirages photographiques argentiques destinés à assurer une conservation à long terme. Le Rapport Final d'Opération sera par ailleurs fourni sur cédérom (format hybride PC-Mac) au format PDF (Adobe Acrobat), en haute qualité (qualité "presse").

Le corps du rapport comprendra outre la copie des documents administratifs (prescription de fouille, projet d'intervention...) :

- un état des connaissances archéologiques et historiques avant la fouille,
- un exposé de la méthodologie mise en œuvre, avec la présentation du système d'enregistrement des données de terrain et du système de gestion mis en place pour leur exploitation,
- la présentation générale des résultats,
- une analyse par période chronologique, étayée par des plans et relevés stratigraphiques détaillés et des diagrammes stratigraphiques,
- une synthèse par période, illustrée de plans, accompagné des études de mobilier réalisées par les spécialistes (qui pourront éventuellement être intégrées tout ou en partie dans le rapport).

En annexe on trouvera :

- les inventaires détaillés du mobilier, avec références aux modes de conditionnement, et de traitements éventuels de conservation (stabilisation de matériel ferreux par ex.)
- un index des unités stratigraphiques, faits, structures, etc.,
- un index des documents graphiques (numérisés et non numérisés),
- un index des minutes de fouilles remises pour archivage.

Les éléments constitutifs du Rapport Final d'Opération ainsi que les données informatisées d'enregistrement (structures, mobiliers, topographie...) seront fournies sur cédérom (format hybride PC-Mac) sous les formats suivants :

- pour les listes et inventaires : Excel ou File Maker Pro,
- pour les textes : RTF,
- pour les images et photos numérisées : TIFF (éventuellement avec une compression sans perte de qualité, type LZW),
- pour les fichiers de dessin vectoriel : en format natif du logiciel utilisé (Adobe Illustrator, Autocad, etc.) et en format PDF vectoriel (Adobe Acrobat).

## ARCHIVES

Les minutes de fouilles (fichiers d'enregistrement divers, relevés, etc.) seront conditionnées de manière à être déposées directement aux Archives départementales.

## DELAIS PRÉVISIONNELS

Il est impératif que la fouille soit réalisée sur le terrain dans un délai de 6 mois.

La remise du rapport final interviendra au terme de l'opération, soit deux ans au maximum après la date de fin de la phase de terrain de l'opération.

## PRÉFECTURE DE LA REGION PICARDIE

**Le Préfet de Région**  
**Préfet de la Somme**  
Chevalier de la légion d'honneur

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Une fouille d'archéologie préventive sera réalisée préalablement aux aménagements, ouvrages ou travaux envisagés par :

La Communauté de Communes  
de Haute Picardie  
BP 20011 - Estrées-Deniécourt  
80200 Péronne Cedex

sur le terrain sis à :

Estrées-Deniécourt (Somme)  
ZAC de Haute Picardie, site n°3  
Section ZN - parcelle cadastrée n°31

La fouille archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus

**Article 2** : La fouille sera réalisée conformément au cahier des charges scientifiques annexé au présent arrêté, sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur visé à l'article 1<sup>er</sup>, par un opérateur de fouilles archéologiques préventives agréé par l'État. L'aménageur présentera au préfet de région (direction régionale des affaires culturelles de Picardie, service régional de l'archéologie) une demande d'autorisation de fouille en application de l'article L 523-9 du code du Patrimoine susvisé et de l'article 41 du décret n°2004-490 susvisé. Cette demande comportera :

- le contrat prévu à l'article 39 du décret n°2004-490 susvisé, signé par les deux parties
- le justificatif de l'agrément de l'opérateur retenu,
- le projet scientifique d'intervention établi par ce dernier qui devra préciser les modalités de mise en œuvre des prescriptions contenues dans le cahier des charges.
- Le cas échéant, la déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, prévue par l'article 41 du même décret.

**Article 3** : La fouille portera principalement sur une superficie de 5 000 m<sup>2</sup> (plan annexé au présent arrêté)

**Article 4** : Les conditions de réalisation de la fouille seront déterminées, en application de l'article L523-9 du code du Patrimoine et du décret n°2004-490 susvisés, par contrat entre l'opérateur de fouilles archéologiques préventives retenu et le maître d'ouvrage des aménagements, ouvrages ou travaux faisant l'objet de la présente prescription.

**Article 5** : Le mobilier archéologique recueilli au cours de l'opération de fouille est conservé sur le territoire national par l'opérateur de fouilles archéologiques préventives le temps nécessaire à son étude qui, en tout état de cause, ne peut excéder deux ans à compter de la date de fin de la phase terrain de la fouille.

Vu le livre V du Code du Patrimoine ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Vu la loi n°2004-804 du 9 août 2004 relative au soutien à la consommation et à l'investissement

Vu l'arrêté ministériel du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issus des diagnostics et fouilles archéologiques

Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques

Vu la demande anticipée de prescription archéologique de la communauté de communes de Haute-Picardie reçue au service régional d'archéologie le 10 février 2005

Vu l'arrêté de prescription de diagnostic archéologique n°2005-802240-A1 du 16 février 2005

**Considérant** que des vestiges archéologiques datés de l'Antiquité (approximativement du II<sup>e</sup> siècle av. J.-C. au I<sup>er</sup> ou II<sup>e</sup> siècle de notre ère), d'un intérêt scientifique incontestable, ont été découverts en avril 2007 au cours de l'opération de diagnostic archéologique considérée, à l'emplacement de la parcelle 31 de la section ZN sur le territoire de la commune d'Estrées-Deniécourt (Somme), que ce site est menacé par le projet d'aménagement envisagé, et nécessite la réalisation d'une fouille archéologique préventive, considérant également l'urgence de l'aménagement envisagé

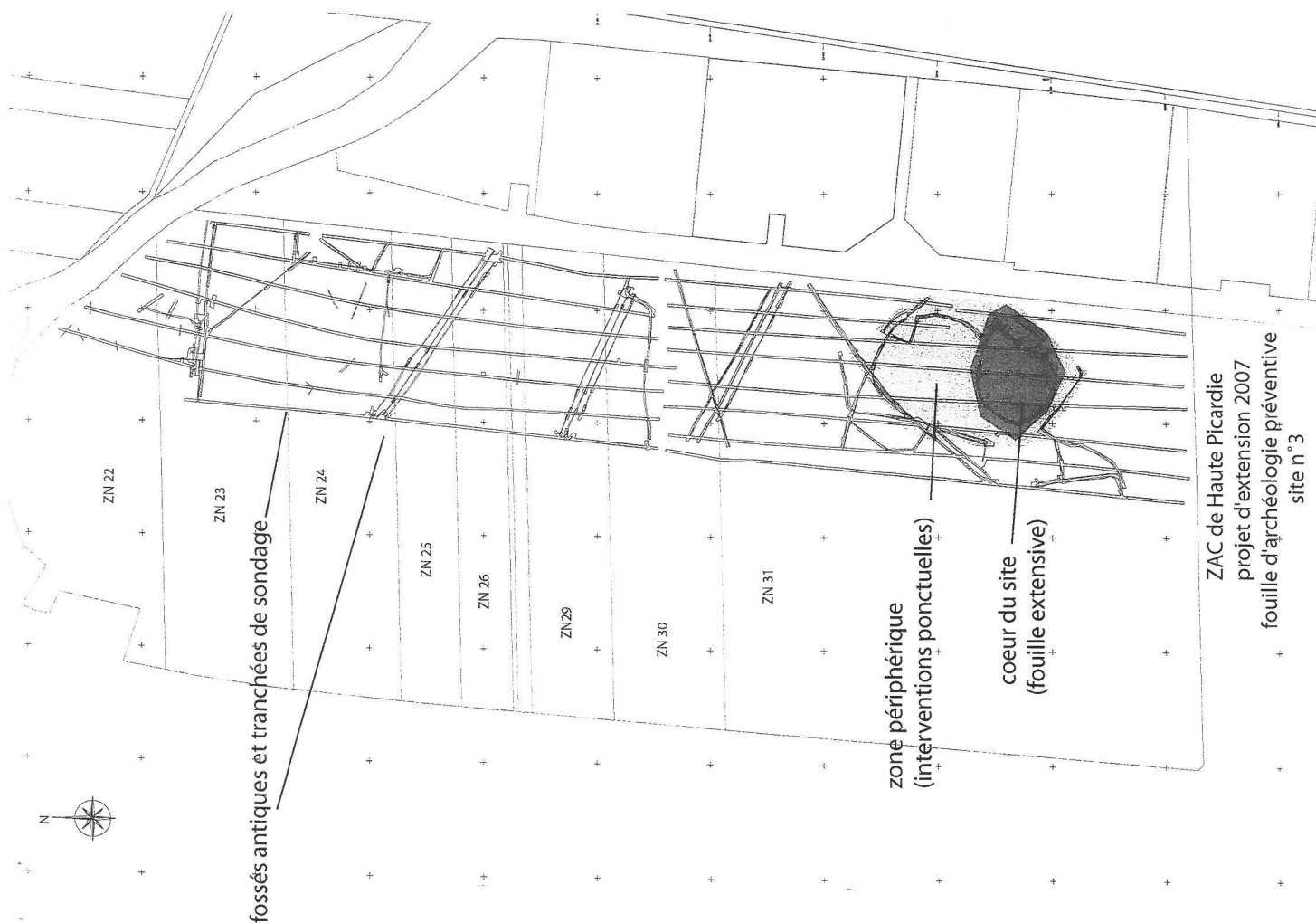


L'inventaire de ce mobilier, sera transmis par l'opérateur de fouilles archéologiques préventives au service régional de l'archéologie avec le rapport d'opération et les archives de fouille (pièces originales; il devra préciser le ou les propriétaires des terrains lors de l'intervention archéologique. Le préfet (service régional de l'archéologie) adressera un exemplaire de cet inventaire à la personne physique ou morale, propriétaire à la date de début de l'intervention archéologique des terrains visés à l'article 1er et informera celui-ci de ses droits, notamment ceux prévus à l'article 61 du décret susvisé. Ces droits sont valables un an à compter de la réception de l'inventaire. Au terme de ce délai, sans manifestation de sa part, le propriétaire est réputé y renoncer.

**Article 6 :** Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le président de la communauté de communes de Haute-Picardie, BP 20011 - Estrées-Deniécourt, 80200 Péronne cedex et à la DDE de la Somme, 1 Bd du Port - BP 2612, 80026 Amiens cedex 1

Fait à Amiens, le  
Le Préfet

14 JUIN 2007





**Cahier des charges scientifique  
de la fouille archéologique préventive  
à réaliser à Estrées-Deniécourt - Somme  
Section ZN - parcelle cadastrée n°31  
Site archéologique n°3**

**INTRODUCTION**

La fouille préventive du site nord (site n°3) du projet d'extension de la ZAC de Haute Picardie, à Estrées-Deniécourt, a pour but principal l'acquisition d'informations de base sur les formes d'occupation qu'a connu cet établissement depuis son apparition à l'époque gauloise jusqu'à son abandon à une période indéterminée de l'Antiquité. Il s'agit donc d'une fouille extensive, qui doit pouvoir être menée relativement rapidement (dans une période de l'ordre de 20 jours ouvrés) avec une équipe réduite (de l'ordre de quatre à cinq personnes sur le chantier)

**DONNEES SCIENTIFIQUES**

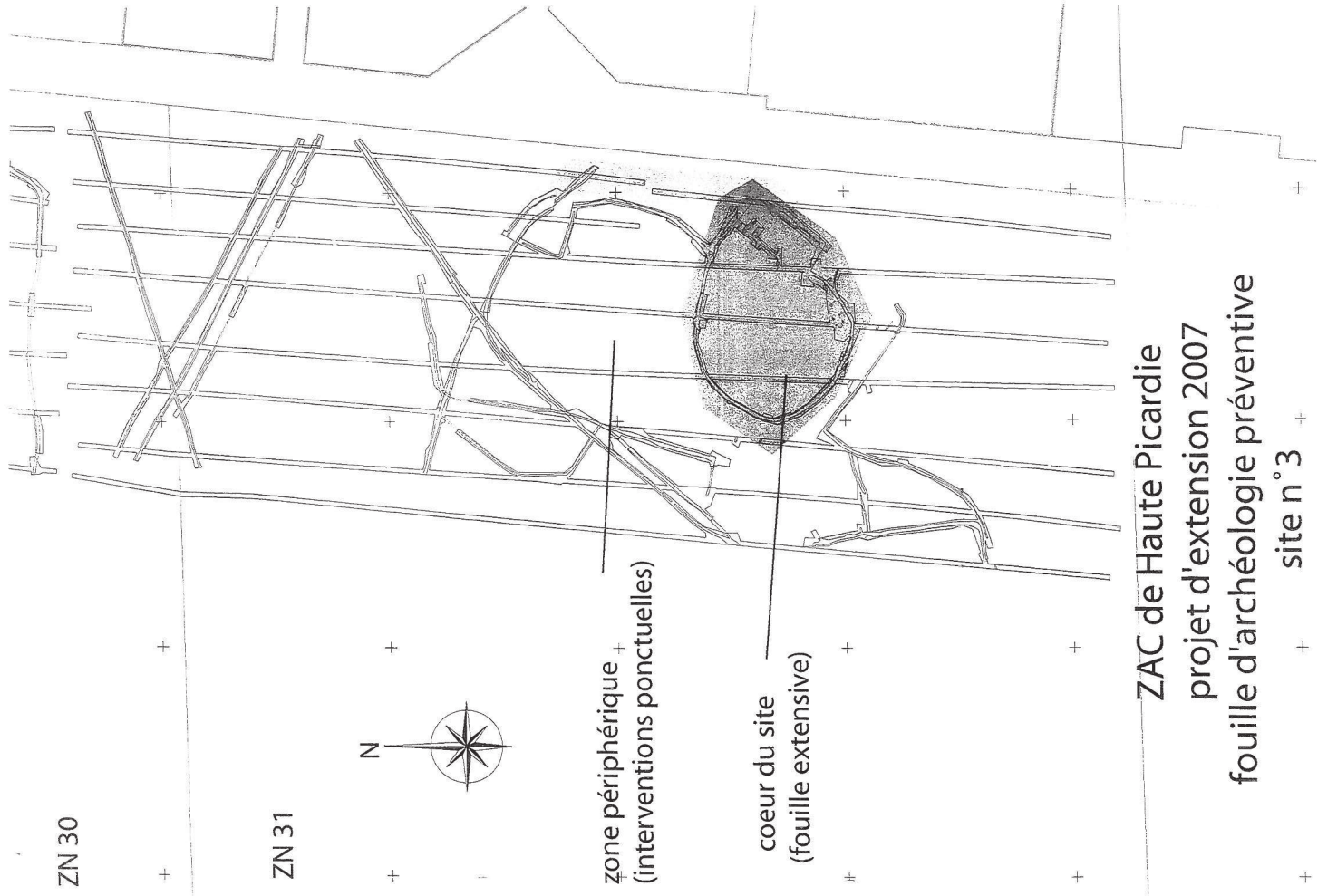
Le contexte général

Ce secteur géographique a fait l'objet de diverses investigations archéologiques depuis la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse en 1989-1990. Il s'est révélé riche en vestiges antiques dont certains d'un très grand intérêt, en particulier le grand établissement antique découvert au lieu-dit "Derrière le jardin de Berger", sur le territoire de la commune d'Estrées-Deniécourt, fouillé entre 1989 et 1999. La qualité des informations recueillies sur ce site et à ses abords, lors des évaluations et diagnostics réalisés préalablement à l'aménagement de la ZAC de Haute Picardie contribue à faire de cet ensemble un modèle pour la compréhension des modes d'aménagement des campagnes antiques dans le nord de la France et de leur évolution des Gaulois jusqu'à l'aube du Moyen Âge.

Les résultats du diagnostic archéologique

Le site n°3 du projet d'extension de la ZAC de Haute Picardie, a été découvert, lui aussi, sur le territoire de la commune d'Estrées-Deniécourt, à moins de 300 m du précédent, dans la partie est de la parcelle n°31 de la section ZN, lors de la dernière campagne du diagnostic archéologique portant sur ce projet, dans la seconde moitié du mois d'Avril 2007.

Ce site se caractérise par un ensemble d'enclos fossoyés de plan curviligne en partie accolés, et en partie emboîtés. Les vestiges plus ponctuels, trous de poteau et fosses au remplissage charbonneux et détritiques, vraisemblablement associés à un habitat, suggèrent que le cœur de ce petit établissement se situe dans l'enclos curviligne sud dont l'emprise est de l'ordre de 5 000 m<sup>2</sup>. Cet enclos s'inscrit dans un ensemble d'espaces délimités par des fossés dont le plan a été partiellement révélé par les sondages du diagnostic. Le principal intérêt de cet établissement d'aspect modeste est la nature des relations qu'il a pu entretenir avec le site voisin dont il est partiellement contemporain. Il est très probable que la fouille rapide de l'enclos sud après un décapage exhaustif sur 5 à 6 000 m<sup>2</sup>, ainsi que quelques investigations ponctuelles pour préciser le plan et la chronologie des enclos voisins seront suffisants pour apporter l'essentiel des informations recherchées : la datation de l'occupation principale et la chronologie relative des différents enclos, d'une part, et l'importance et la confirmation de la nature de l'occupation supposée (un petit habitat autonome).



ZAC de Haute Picardie  
projet d'extension 2007  
fouille d'archéologie préventive  
site n° 3



## 1. Objectifs scientifiques de la fouille

Les objectifs scientifiques assignés à cette opération portent :

- sur la nature et la chronologie des occupations qu'a connu ce secteur à partir du III<sup>e</sup>/II<sup>e</sup> siècle av. J.-C. (identification, plans et restitutions de l'évolution des différents états), recherche des caractères susceptibles de contribuer à identifier les fonctions de cet établissement (fonctions socio-économiques);
- sur les modes d'aménagement de l'environnement proche (plan et chronologie relative des différents fossés dans une zone de 2 hectares au maximum)

## 2. Principes méthodologiques et techniques

### Emprise de la fouille

L'emprise de la fouille archéologique préventive correspond à l'ensemble du site tel qu'il est précisé sur le plan joint, elle se partage en deux zones :

- Zone 1. Cœur du site au sud présentant des vestiges ponctuels : fosses et trous de poteau d'une emprise maximale de 6 000 m<sup>2</sup>
- Zone 2. Zone périphérique dont les éléments peuvent s'avérer décisifs pour la compréhension de la structuration générale du site (fossés d'enclos...) d'une surface maximale de l'ordre de 2 hectares. Elle fera l'objet, d'une approche sélective, adaptée à une prise en compte des éléments structurants tels que les fossés d'enclos (décapages à l'emplacement des fossés, de l'ordre de 15% de la surface totale de la zone 2, et sondages ponctuels réalisés essentiellement à la pelle mécanique).

### Phase préparatoire

L'assiette du chantier archéologique fera l'objet d'un décapage préalable de la terre arable à la pelle mécanique. Ce décapage sera exhaustif à l'emplacement de la zone 1. Il sera sélectif dans la zone 3 et adapté à la présence des éléments les plus structurants

- Zone 1. Fouille stratigraphique des structures ponctuelles

La totalité des structures observées dans cette zone devra faire l'objet d'une fouille stratigraphique dans des proportions significatives (par moitié pour les excavations les plus réduites, en proportion moindre pour les plus grandes). Les plus intéressantes par leurs caractéristiques, leur datation ou leur contenu, devront être fouillées en totalité. Ce sera le cas de la totalité des sépultures du secteur nord.

## 3. Traitement et analyse des mobiliers

Les objets seront lavés (hormis le mobilier métallique), inventoriés et étudiés par des spécialistes. Ils seront conditionnés dans des emballages adaptés et étiquetés, conformément à l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issus des diagnostics et fouilles archéologiques.

De manière générale, les études devront prendre en compte les données extrinsèques du mobilier (analyse de la répartition spatiale, environnement technique et technologique et approche ethnologique)

## 3.1 La céramique

Une étude préliminaire, après le remontage partiel (et consolidations, si nécessaires) des vases les plus significatifs destiné à en établir le dessin, se fondera sur les formes archéologiquement complètes ou restituables, ainsi que sur les éléments caractéristiques (bords, décors). Elle comprendra une détermination des pâtes, des techniques de fabrication et de finition, des traitements de surface et décors, des modes de cuisson en vu d'un classement techno-typologique. Elle aboutira à la rédaction d'un inventaire raisonné, illustré du dessin des éléments les plus significatifs.

Des études plus complètes pourront être menées, sur une partie ou la totalité du matériel, sur décision du conservateur régional de l'archéologie.

Concernant plus spécifiquement les vases en céramique provenant des sépultures, la majorité d'entre eux fera l'objet d'un remontage partiel destiné à en établir le dessin. La conservation des blocs subsistants de ce travail sera assurée jusqu'à la remise finale du mobilier. Seuls, les ensembles céramiques les mieux conservés ou les plus intéressants seront reconstitués dans leur totalité (à hauteur de 20%, soit par ensemble funéraire soit individuellement).

## 3.2 Le mobilier métallique

Le mobilier métallique fera l'objet d'un premier nettoyage. Les objets en fer seront préalablement radiographiés. Les objets seront dessinés après identification par un spécialiste, puis stabilisés afin d'en assurer la conservation. L'analyse du mobilier métallique devra aboutir à la rédaction d'un catalogue raisonné au sein duquel le mobilier sera classé par domaine d'utilisation, puis par fonction. Pour chaque objet, une description physique, sémiologique et technique sera rédigée en indiquant le poids, les dimensions et la nature du métal. L'analyse s'attachera également à établir des parallèles bibliographiques pour les objets identifiés fonctionnellement afin de fournir des informations typologiques, chronologiques et comparatives. Cette première évaluation devra mettre en évidence l'intérêt des séries recueillies. Elle servira de base pour permettre au conservateur régional de décider de la poursuite d'études plus complètes.

## 3.3 Autres mobiliers

Le protocole sera similaire à celui mis en oeuvre pour la céramique : nettoyage, consolidations, remontages partiels, inventaire et examen par des spécialistes.

## 4. Analyses

### 4.1 Etude ostéologique

Les ossements animaux recueillis en cours de fouille seront nettoyés et inventoriés. Ils feront l'objet d'une identification - évaluation qui devra mettre en évidence l'état de conservation et l'intérêt de la série. Sur la base de cette évaluation, des études plus complètes seront décidées par le conservateur régional, pour les séries significatives.

### 4.2 Etudes paléoenvironnementales

L'extraction des macro-restes végétaux (tamisage et tri) devra être faite pendant la durée des interventions de terrain. Les macro-restes végétaux susceptibles de faire l'objet d'étude, sont les restes de charbons de bois, de graines et autres végétaux.



Les prélèvements palynologiques seront effectués dans des structures archéologiques jugées favorables en raison de la nature des sédiments, de la position topographique et de la chronologie, à raison d'une dizaine de prélèvements, au moins, par site. Des tests seront effectués sur 10% des échantillons. La poursuite des analyses sera décidée par le conservateur régional de l'archéologie, au vu du résultat des tests. Les échantillons analysés ou non analysés devront être conservés dans des conditions satisfaisantes (réfrigérateur), au-delà de la période d'étude, comme des éléments du mobilier archéologique.

## 5. Suivi de l'opération

Des représentants mandatés par les parties (le service régional de l'archéologie, -maître d'ouvrage, l'opérateur d'archéologie préventive, maître d'œuvre) se réuniront régulièrement afin de faire le point des travaux ou pour prendre connaissance d'éventuelles prescriptions complémentaires du conservateur régional, d'éventuelles propositions de l'opérateur ou de modifications techniques ponctuelles souhaitées par le maître d'ouvrage. Le relevé des conclusions sera diffusé à l'ensemble des parties.

En cas de découverte à caractère exceptionnel, une réunion immédiate sera organisée entre les représentants de l'Etat, le maître d'ouvrage et l'opérateur d'archéologie préventive, sur l'initiative de la partie la plus diligente.

## 6. Mesures de conservation préventive des vestiges

### 6.1 Sur le terrain

Tous les mesures devront être prises pour assurer la bonne conservation des vestiges, immobiliers et mobiliers, pendant la durée de la fouille sur le terrain. Ces mesures concernent aussi bien les dégradations dues aux intempéries que celles liées au vandalisme.

Pour les vestiges mobiliers à caractère organique, des mesures de conservations adaptées devront être immédiatement mises en œuvre sur le terrain et signalées au service régional de l'archéologie.

### 6.2 En laboratoire

Les objets seront conditionnés dans des emballages adaptés et étiquetés, conformément à l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques.

Le mobilier métallique significatif sera stabilisé, très rapidement.

Les échantillons et prélèvements analysés ou non analysés devront être conservés dans des conditions satisfaisantes, au-delà de la période d'étude, comme des éléments du mobilier archéologique. Tout comme le mobilier, ils devront faire l'objet d'un inventaire.

Les conditions de stockage du mobilier au cours de l'étude nécessaire au rapport final d'opération devront garantir son bon état sanitaire, son intégrité ainsi que sa sécurité face aux risques de perte, dégradation, dispersion et vol.

## 7. Rapport de fouilles (RFO)

Les résultats et données scientifiques issus de la fouille figureront dans le rapport final d'opération, selon les normes définies par l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques. Ce rapport sera établi sous l'autorité du responsable scientifique d'opération désigné et rédigé en langue française.

### 7.1 Version papier

Conformément au Titre II de l'arrêté du 27 septembre 2004, ce rapport comprendra trois sections, outre la page de titre :

- une **première section** rassemblant les données administratives, techniques et scientifiques caractérisant l'opération ainsi que les plans de localisation,
- une **deuxième section** décrivant en détail l'opération archéologique et ses résultats. Cette section devra présenter :
  - a) une **introduction générale** présentant :
    - le contexte géologique, historique et archéologique (rappel des opérations antérieures s'il y a lieu), le tout illustré de cartes et plans,
    - les principaux acquis du diagnostic ayant conduit à la fouille,
    - l'intérêt scientifique de la fouille et ses objectifs,
  - b) un chapitre précisant la **stratégie** mise en œuvre sur le terrain et en laboratoire pour atteindre les objectifs prescrits, les méthodes utilisées tant dans la fouille que dans l'enregistrement des données et une **analyse critique** entre les objectifs prescrits, la stratégie adoptée et les moyens mis en œuvre,
  - c) les **données de terrain** détaillées : le choix du plan suivi est laissé à l'appréciation du responsable scientifique de l'opération. Toutefois, sur les sites ayant connu une longue durée d'occupation, une présentation par phases chronologiques est à privilégier. Les **analyses et études spécialisées** peuvent être insérées dans le corps du texte ou reportées en annexe. Pour les sépultures, le catalogue doit comprendre non seulement la description de la sépulture, mais la présentation et le dessin de la totalité du mobilier recueilli.
  - d) la **synthèse générale**,
  - e) la **conclusion**.

Toutes les illustrations (plans, relevés de détail ou stratigraphiques, dessin de mobilier), devront indiquer l'**identifiant de l'opération archéologique**. Les plans, en couleurs, seront légendés et géoréférencés. Ils seront orientés, présenteront une échelle et un facteur d'échelle et mentionneront le nom de l'opérateur, celui du responsable scientifique de l'opération et le cas échéant, celui du topographe ayant dressé le plan. Sur les plans généraux, les parcelles cadastrales seront indiquées.

- une **troisième section** regroupant tous les inventaires, dont un inventaire technique et systématique du mobilier archéologique destiné à être transmis au (x) propriétaire (s) du terrain

Le rapport sera établi au format A4, paginé en totalité et en continu.

Les photographies y seront présentées en **tirage argentique**.

Le rapport sera fourni en huit (8) exemplaires originaux, dont un non broché et sera transmis par l'opérateur à la *direction régionale des affaires culturelles (service régional de l'archéologie)* qui en assurera la répartition, après validation par la *Commission Interrégionale de la Recherche Archéologique (CIRA)*.

## 7.2 Version numérique

Une version numérique, identique à la version papier, sera également établie et devra respecter les standards et les normes définis dans le cadre commun d'interopérabilité des systèmes d'information publics.

L'ensemble des textes et illustrations sera fourni sur cédérom compatible Mac/PC, au format PDF (Adobe Acrobat), numérisé en haute qualité (qualité « presse »). Sur le cédérom, on trouvera également les données informatisées d'enregistrement (structures, inventaires mobiliers, topographie...) au format :

- XLS (Excel) pour les listes et inventaires,
- RTF (export WORD) pour les textes,
- JPEG ou TIFF pour les images et photos numérisées, en format natif du logiciel utilisé,
- pour les fichiers de dessin vectoriel : au format natif du logiciel utilisé (Adobe Illustrator, Autocad, etc.) et au format PDF vectoriel (Adobe Acrobat).

## 7.3 Notice scientifique

La notice scientifique, accompagnée de plans et photographies, destinée à une diffusion rapide dans *Archéologie de la France Info*, **sera transmise sous forme numérique**.

## 8. Archives de fouilles

Les minutes de fouilles (fichiers d'enregistrement divers, relevés, etc.) seront mises en ordre conformément à l'arrêté du 16 septembre 2004 *portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques*. Elles seront conditionnées de manière à être déposées directement aux Archives départementales.

## 9. Délai de remise du Rapport final d'opération

Le rapport final de l'opération archéologique devra être remis à la direction régionale des affaires culturelles de Picardie, service régional de l'archéologie, au plus tard 18 mois après la date de fin de l'opération sur le terrain.

Fait à Amiens, le 14 JUIN 2007

